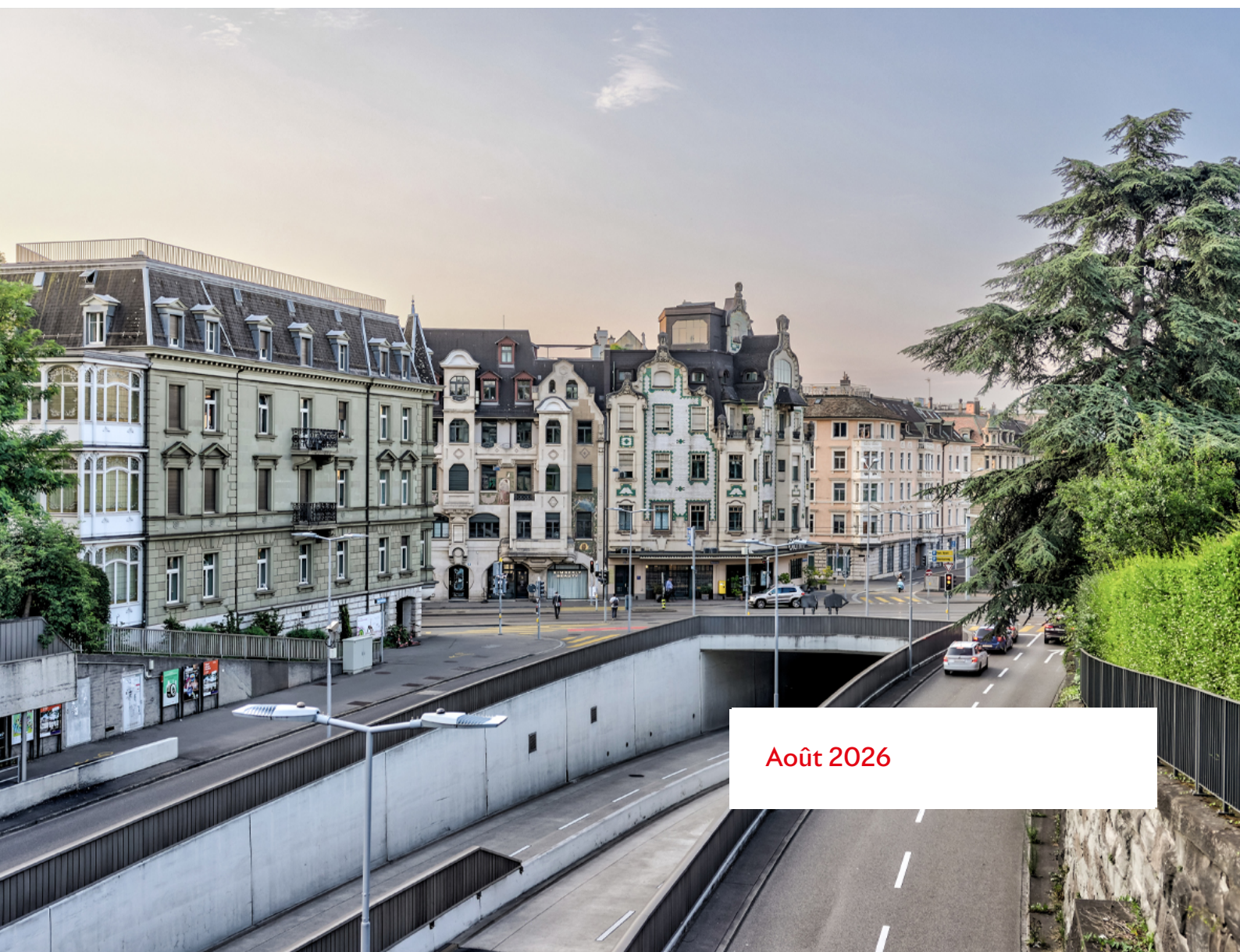


Baromètre bancaire 2026

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse



Août 2026

Table des matières

Executive Summary	3
1. Environnement politique et économique	9
Développements économiques	9
Stabilité financière	12
Réglementation	13
2. Résultat consolidé	15
2.1 Evolutions en 2025	15
2.2 Hausse prévue du résultat consolidé malgré un contexte difficile en 2026	21
3. Opérations au bilan	22
3.1 Evolutions en 2025	23
3.2 Hausse du total des bilans au premier semestre 2026	33
4. Gestion de fortune	34
4.1 Evolutions en 2025	35
4.2 Nouveau pic pour les actifs sous gestion au premier semestre 2026	40
5. Emploi bancaire en Suisse	40
5.1 Evolutions en 2025	40
5.2 Léger recul de l'emploi bancaire au premier semestre 2026	42
Bibliographie	45

Executive Summary

Contexte économique et politique

La situation commerciale et géopolitique actuelle est volatile. Le paysage macro-économique de la Suisse se caractérise par des perspectives de croissance modérées, une inflation faible et un taux directeur toujours à zéro. Quant au train de mesures «Stabilité des banques» du Conseil fédéral, il est essentiel qu'il préserve la compétitivité internationale des banques suisses.

Croissance modérée dans un contexte de risques externes accrus

En 2025, la croissance réelle de l'économie suisse s'est établie à 1,5 %, soit en-deçà de sa moyenne pluriannuelle. On observe une certaine hétérogénéité selon les secteurs: le commerce, les services financiers ainsi que l'industrie chimique et pharmaceutique ont connu une évolution dynamique, tandis que les autres secteurs manufacturiers s'inscrivaient en repli. Les expertes et les experts du Swiss Banking Outlook prévoient une croissance du PIB inférieure à la moyenne en 2026 (+1,0 %), puis une accélération en 2027 (+1,4 %). La guerre au Proche et au Moyen-Orient, la hausse des prix de l'énergie et des prestations intermédiaires ainsi que les risques de change continuent de peser sur les secteurs exportateurs, sur l'investissement, et donc sur la demande de crédit.

Marges d'intérêts sous pression en raison de la faible inflation et des taux zéro

En 2025, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 0,2 % en moyenne annuelle, avant de s'accroître légèrement début 2026 sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. La BNS a maintenu son taux directeur à zéro et sa prévision d'inflation conditionnelle s'établit à 0,5 % pour 2026 comme pour 2027. Si les prix de l'énergie exercent à court terme une pression haussière en termes d'inflation, la solidité du franc suisse aura à moyen terme un effet modérateur. Dans le même temps, le différentiel de taux par rapport à l'étranger reste marqué: la BCE a relevé ses taux directeurs en juin 2026, tandis que la marge de fluctuation de la Fed se situe entre 3,5 % et 3,75 %. Pour les banques, cet environnement est ambivalent: les taux d'intérêt bas soutiennent certes la conjoncture et les activités de financement mais, en comprimant les marges d'intérêts, ils peuvent peser sur les résultats, notamment dans les domaines du crédit et du financement hypothécaire en Suisse.

Robustesse du secteur bancaire face aux risques accrus pesant sur la stabilité financière

Les marchés financiers internationaux se sont montrés robustes jusqu'à présent, malgré des tensions géopolitiques avivées. La stabilité financière n'en reste pas moins exposée à des risques accrus. Le haut niveau d'endettement public et privé, le rôle croissant des intermédiaires financiers non bancaires ainsi que le développement de marchés privés du crédit sont de nature à amplifier un durcissement soudain des conditions de financement et à le répercuter sur le secteur bancaire. Ce dernier est globalement bien armé grâce à de solides volants de fonds propres et de liquidités. Toutefois, dans le contexte de taux bas, les établissements à vocation nationale voient perdurer la pression sur leurs marges. L'endettement hypothécaire demeure élevé et des vulnérabilités persistent, notamment dans le segment des immeubles de rendement.

Réglementation: renforcer la stabilité, préserver la compétitivité

Le projet «Stabilité des banques» du Conseil fédéral, qui propose des mesures dans des domaines aussi divers que par exemple les fonds propres et les liquidités, la gouvernance d'entreprise ou encore la résolution, est actuellement au cœur de la politique réglementaire suisse. S'agissant des exigences concrètes, il sera essentiel de trouver un juste équilibre entre stabilité du système et compétitivité internationale. Il sera également primordial d'adopter une approche proportionnée, qui tienne dûment compte des situations spécifiques aux différentes banques.

Évolution consolidée des banques

L'année 2025 a été globalement fructueuse pour les banques suisses. Le résultat consolidé, en hausse de 5,8 % par rapport à 2024, a atteint le pic historique de CHF 73,8 milliards. Les opérations de commissions et prestations de services, particulièrement dynamiques, y ont grandement contribué. Le bénéfice annuel du secteur a augmenté de 16,3 % pour s'établir à CHF 20,6 milliards. Les actifs sous gestion ont atteint eux aussi un niveau record.

Hausse du résultat consolidé grâce au dynamisme des opérations de commissions et prestations de services

L'évolution positive du résultat consolidé des banques suisses s'explique en particulier par la hausse du résultat des opérations de commissions et prestations de services, signe d'un regain d'activité de la clientèle sur les marchés financiers. Les autres résultats ordinaires ont nettement progressé aussi. S'agissant en revanche des opérations d'intérêts, le faible niveau des taux a entraîné un net recul des produits d'intérêts, mais les charges d'intérêts se sont considérablement réduites en parallèle, de sorte que le résultat des opérations d'intérêts est resté globalement stable. Cette évolution a profité notamment aux grandes banques qui, pour la première fois depuis 2020, ont accru leur contribution au résultat consolidé global des banques suisses. D'autres groupes de banques, dont les banques étrangères et les banques boursières, ont aussi vu leur résultat consolidé augmenter. Leur contribution au résultat consolidé global n'en a pas moins accusé un léger recul, en raison principalement de la progression supérieure à la moyenne des grandes banques. En 2025, ces dernières ont ainsi mis un coup d'arrêt à l'érosion de leur contribution au résultat consolidé global, observée depuis quelques années.

Au total, le résultat consolidé des banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 5,8 %. Le bénéfice annuel, lui aussi en nette progression par rapport à 2024, s'est établi à CHF 20,6 milliards en 2025. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation du bénéfice brut, consécutive à la hausse du résultat consolidé, ainsi que par une légère diminution des charges d'exploitation. Elle a permis de compenser le recul marqué des produits exceptionnels par rapport à 2024. En 2025, pour la première fois depuis la reprise de Credit Suisse, ceux-ci ont retrouvé leur niveau habituel en comparaison pluriannuelle. Il semble donc que les effets non récurrents liés à cette reprise ne se font quasiment plus sentir.

Hausse des placements financiers due à l'évolution du marché, créances hypothécaires toujours en tête des postes de l'actif

En 2025, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse a enregistré un léger recul de 0,9 % pour s'établir à CHF 3 191,3 milliards. Du côté des actifs, les créances hypothécaires sont restées le

principal poste, à 39,6 % et, comme en 2024, elles ont légèrement augmenté. Les placements financiers, en particulier en Suisse, ont enregistré une augmentation nettement plus forte – la plus forte de tous les postes de l'actif. Les liquidités, en revanche, ont maintenu leur trajectoire descendante, même si elles ont nettement moins baissé (-1,4 %) que les années précédentes. Les créances sur la clientèle sont restées globalement stables, tandis que les créances résultant d'opérations de financement de titres et les créances sur les banques ont baissé, en particulier celles sur des banques à l'étranger.

Hausse des dépôts de la clientèle, baisse des engagements envers les banques

Du côté des passifs, les engagements résultant des dépôts de la clientèle ont légèrement augmenté et constituent toujours plus de la moitié du total des passifs. Cette évolution résulte de deux mouvements en sens contraire: les dépôts à vue ont augmenté de 14,5 %, tandis que les dépôts à terme ont diminué de 23,5 %. Sans doute ces arbitrages ont-ils été motivés à la fois par le bas niveau du taux directeur de la BNS et par les incertitudes géopolitiques en 2025. Les engagements envers les banques ont baissé de CHF 14,0 milliards. La majeure partie de cette baisse concerne des banques en Suisse, dont notamment les grandes banques et les banques cantonales. Les engagements résultant des opérations de négoce ont enregistré la plus forte hausse (+CHF 11,2 milliards), en raison notamment d'un accroissement du volume de négoce ainsi que de changements dans la composition et l'évaluation des portefeuilles de négoce des grandes banques. Quant aux autres engagements résultant des dépôts de la clientèle et au poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse», ils se sont également inscrits en légère hausse par rapport à 2024 – une évolution portée surtout par une augmentation en Suisse.

Niveau record pour les actifs sous gestion

En 2025, les actifs sous gestion se sont inscrits en hausse de 4,8 %, atteignant le montant record de CHF 9 729 milliards. L'explication principale réside dans l'évolution favorable des marchés d'actions, qui a conduit à une nette augmentation des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s. Tant les actifs sous gestion de la clientèle suisse que ceux de la clientèle étrangère se sont inscrits en hausse, mais de manière particulièrement dynamique pour les seconds. Cela souligne l'attrait persistant de la place bancaire suisse en matière de gestion de fortune transfrontalière, particulièrement visible dans cette période de volatilité géopolitique.

Situation de l'emploi tendue au sein des grandes banques

Fin 2025, les banques employaient en Suisse 92 002 personnes (en équivalents plein temps), soit 2 345 de moins qu'une année auparavant. Cette tendance est imputable exclusivement aux grandes banques, puisque tous les autres groupes de banques ont accru leurs effectifs. Le taux de chômage dans le secteur bancaire s'est inscrit en hausse à 3,3 %, soit très légèrement au-dessus de la moyenne suisse. Malgré les incertitudes géopolitiques et les difficultés liées au contexte de taux bas, la situation de l'emploi est restée solide dans tous les groupes de banques, à l'exception des grandes banques.

Au premier semestre 2026, selon l'enquête réalisée par l'ASB, les effectifs des banques suisses ont diminué de 2,4 %. Cela s'explique principalement par l'évolution de l'emploi à l'étranger, qui s'est réduit de 3,7 %, alors que l'emploi en Suisse a enregistré une baisse nettement plus modérée (-1,4 %). Sur la même période, selon le SECO, le taux de chômage dans le secteur financier a augmenté par rapport à fin 2025, à 3,5 %. Les prévisions d'ici fin 2026 anticipent globalement une situation stable de l'emploi.

Parmi les personnes ayant répondu à l'enquête, 59,4 % tablent sur des effectifs inchangés, 33,3 % sur des effectifs en hausse et 7,2 % sur des effectifs en baisse.

Graphique 1

Structure du secteur bancaire suisse, fin 2025

Groupes de banques	2024	2025
Banques cantonales	24	24
Grandes banques	2	2
Banques régionales et caisses d'épargne	58	58
Banques Raiffeisen	1	1
Banques étrangères	85	83
Banques privés	5	5
Banques boursières	40	37
Autres banques	15	15
Total	230	225

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Graphique 2

Chiffres clés du secteur bancaire

	2024	2025	Variation par rapport à 2024
Nombre d'établissements	230	225	-5
Effectifs (en équivalents plein temps, en Suisse)	94347	92002	-2,5%
<i>en milliards de CHF</i>			
Résultat consolidé	69,8	73,8	5,8%
Résultat des opérations d'intérêts	21,1	20,9	-0,8%
Résultat des opérations de commissions et prestations de services	22,4	23,9	6,5%
Résultat des opérations de négoce	15,1	14,9	-1,4%
Autres résultats ordinaires	11,1	14,1	26,6%
Bénéfice brut généré par l'activité	23,9	28,4	18,9%
Impôts sur le revenu et le bénéfice	2,5	2,4	-5,6%
Résultat sur la période (bénéfice annuel, perte annuelle)	17,7	20,6	16,3%
Bénéfices annuels	21,9	23,9	9,4%
Pertes annuelles	4,2	3,4	-19,7%
Total des bilans	3219,1	3191,3	-0,9%
Encours de crédit	1393,3	1428,7	2,5%
Actifs sous gestion en Suisse	9284	9729,1	4,8%
Actifs sous gestion transfrontalière pour le compte de clients privés	2427	2945,7	21,4%

Nota: les actifs en monnaies étrangères ont été convertis en francs suisses au taux de change applicable en fin d'année 2025.

Tableau: Association suisse des banquiers · Sources: Banque nationale suisse, Boston Consulting Group

Croissance modérée et stabilisation au premier semestre 2026

L'évolution économique était encore modérément positive au premier semestre 2026. Le Swiss Banking Outlook prévoit néanmoins pour 2026 une croissance du PIB nettement inférieure à la moyenne. L'inflation est restée faible et la BNS a maintenu son taux directeur à 0 %. Le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 3,4 %, à CHF 3 412,6 milliards. Les principaux contributeurs à cette croissance ont été les placements financiers, les créances sur les banques et les créances résultant d'opérations de financement de titres, tandis que les autres postes de l'actif sont restés globalement stables. Les créances sur les banques ont enregistré une hausse particulièrement marquée et regagné ainsi le terrain perdu en 2025. Les actifs sous gestion ont franchi pour la première fois la barre des CHF 10 000 milliards, à CHF 10 119,5 milliards, grâce notamment à la hausse des portefeuilles de titres (+4,7 %). Les engagements fiduciaires ont suivi la même trajectoire (+7,1 %). En revanche, les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue ont reculé, en raison exclusivement de l'évolution concernant la clientèle domiciliée à l'étranger.

La date de clôture de la rédaction du Baromètre bancaire 2026 était fixée au 13 août 2026.

1. Environnement politique et économique

Développements économiques

L'économie suisse a connu une croissance modérée en 2025: si le commerce et les services financiers ont donné des impulsions positives, la dynamique a été faible sur le front des exportations et des investissements. Pour 2026, les incertitudes géopolitiques et une demande étrangère en demi-teinte laissent présager une croissance inférieure à la moyenne.

En 2025, la croissance réelle de l'économie suisse s'est établie à 1,5 %. Elle s'est donc légèrement accélérée par rapport à 2024 (1,2 %)¹, tout en restant en-deçà de sa moyenne longue (1,8 % depuis 1981). Après deux années atones, le produit intérieur brut (PIB) par habitant·e a ainsi repris une légère progression. La dynamique sectorielle est restée hétérogène. Les impulsions positives sont venues principalement du commerce, des services financiers et de l'industrie chimique et pharmaceutique, tandis que le reste de l'industrie manufacturière s'est inscrit en repli.

La politique tarifaire des Etats-Unis a fortement pesé sur l'évolution conjoncturelle, ce qui s'est traduit par une forte croissance au premier semestre, due à des effets d'anticipation, puis par un net ralentissement au second semestre. Quant au marché suisse du travail, son évolution a été mitigée en 2025, avec une faible progression de l'emploi et une hausse du taux de chômage. En 2026, selon divers indicateurs avancés comme PMI emploi, l'indicateur de l'emploi du KOF ou l'indice du marché de l'emploi publié par Adecco, la stabilité devrait être de mise.²

Pour 2026 et 2027, les expertes et les experts du Swiss Banking Outlook prévoient une croissance du PIB de respectivement 1,0 % et 1,4 %, soit un rythme inférieur à la moyenne.³ Les dépenses de consommation des ménages restent robustes, sous l'effet principalement du contexte international: la guerre au Proche-Orient et au Moyen-Orient a fait augmenter les prix de l'énergie en même temps que les inquiétudes. L'économie de la Suisse, très liée à l'économie internationale, est particulièrement concernée, dans la mesure où la faiblesse de la demande extérieure, la hausse des prix des prestations intermédiaires et les fluctuations des taux de change peuvent avoir des répercussions rapides sur les secteurs exportateurs, sur les décisions d'investissement, et donc sur la demande de crédit. Au premier trimestre 2026, l'économie suisse a enregistré une croissance de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Cette croissance provient pour plus de la moitié de l'industrie manufacturière (métallurgie et traitement de données / horlogerie), notamment parce que la création de valeur dans l'industrie chimique et pharmaceutique a baissé de 3,4 %.⁴

En 2025, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 0,2 % (-0,9 point de pourcentage) en moyenne annuelle, mais elle s'est légèrement accélérée début 2026 sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. En avril 2026, selon l'Office fédéral de la statistique, le renchérissement annuel s'établissait à 0,6 % et l'inflation sous-jacente à 0,3 %.⁵ La BNS a ramené son taux directeur à 0 % en milieu

¹ SECO (2026). Tendances conjoncturelles. [Été 2026](#).

² SECO (2026). Tendances conjoncturelles. [Printemps 2026](#).

³ Association suisse des banquiers (2026). Swiss Banking Outlook 2026 Août 2026.

⁴ SECO (2026). Tendances conjoncturelles. [Été 2026](#).

⁵ Communiqué de presse de l'OFS, 5 mai 2026: [Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en avril](#).

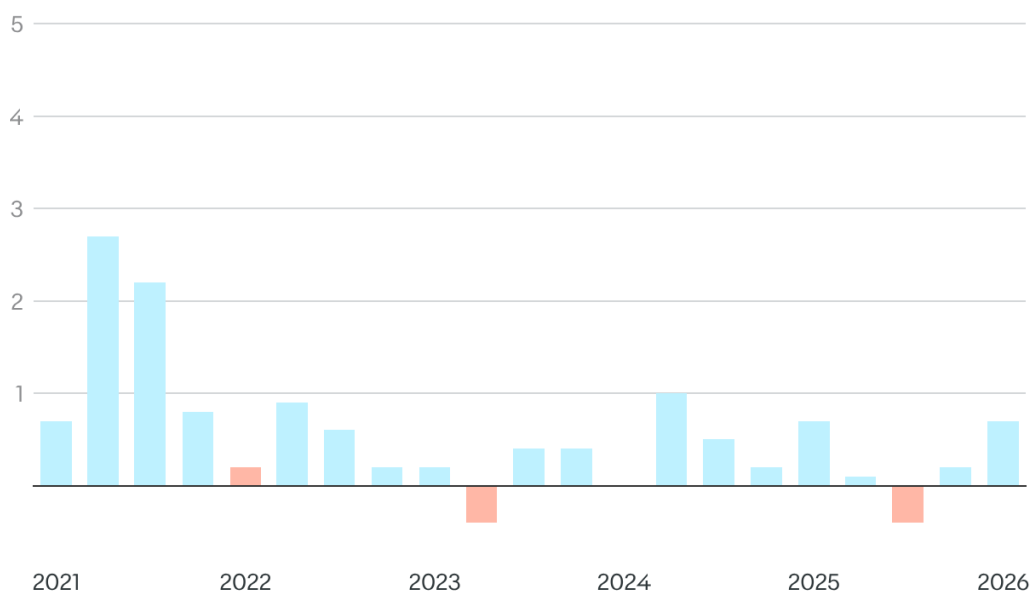
d'année 2025 et n'y a plus touché depuis lors.⁶ Sa prévision d'inflation conditionnelle s'établissait à 0,5 % pour 2026 comme pour 2027, soit en-deçà du plafond de 2 %.⁷ Si la hausse des prix de l'énergie accroît la pression inflationniste à court terme, le franc fort la modèrera à moyen terme. L'écart de taux d'intérêt par rapport aux grands espaces monétaires se maintient. Au vu de la pression inflationniste accrue liée aux prix de l'énergie, la Banque centrale européenne (BCE) a relevé ses taux directeurs de 25 points de base en juin 2026, son taux des opérations principales de refinancement est fixé à 2,40 %.⁸ Quant à la Réserve fédérale américaine (Fed), au vu du recul de l'inflation et du ralentissement du marché du travail, elle a progressivement abaissé la marge de fluctuation du Federal Funds Rate, qui est passée de 4,25 – 4,5 % en septembre 2025 à 3,5 – 3,75 % en décembre 2025.⁹

Pour les banques en Suisse, l'environnement actuel est ambivalent. Le bas niveau des taux d'intérêt soutient la conjoncture et réduit les coûts de financement pour les ménages et les entreprises. Mais en parallèle, il a tendance à comprimer les marges d'intérêts des banques, c'est-à-dire la différence entre les produits d'intérêts issus des crédits et des placements d'une part et les coûts de refinancement et/ou de rémunération des dépôts d'autre part. S'il persiste, il risque donc de peser sur le résultat des banques, en particulier celles opérant dans les domaines du crédit et du financement hypothécaire à l'échelon national.

Graphique 3

Produit intérieur brut, réel, corrigé des variations saisonnières

Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Secrétariat d'Etat à l'économie

⁶ BNS (2025, 2026). Examens du [19 juin 2025](#), du [25 septembre 2025](#), du [11 décembre 2025](#) et du [19 mars 2026](#) et du [18 Juin 2026](#) de la situation économique et monétaire.

⁷ BNS (2026). [Examen de mars 2026 de la situation économique et monétaire: synthèse des discussions](#).

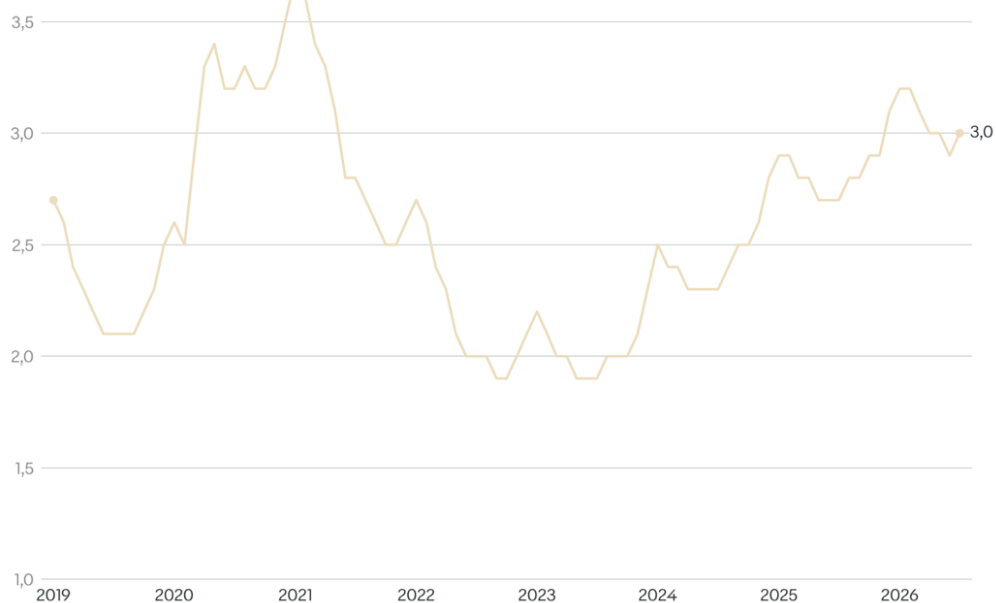
⁸ BCE (2026). Décisions de politique monétaire du [11 Juin 2026](#).

⁹ Fed (2026). FOMC Statements des [17 septembre 2025](#), [29 octobre 2025](#), [10 décembre 2025](#) et [29 avril 2026](#).

Graphique 4

Taux de chômage, non corrigé des variations saisonnières

En %

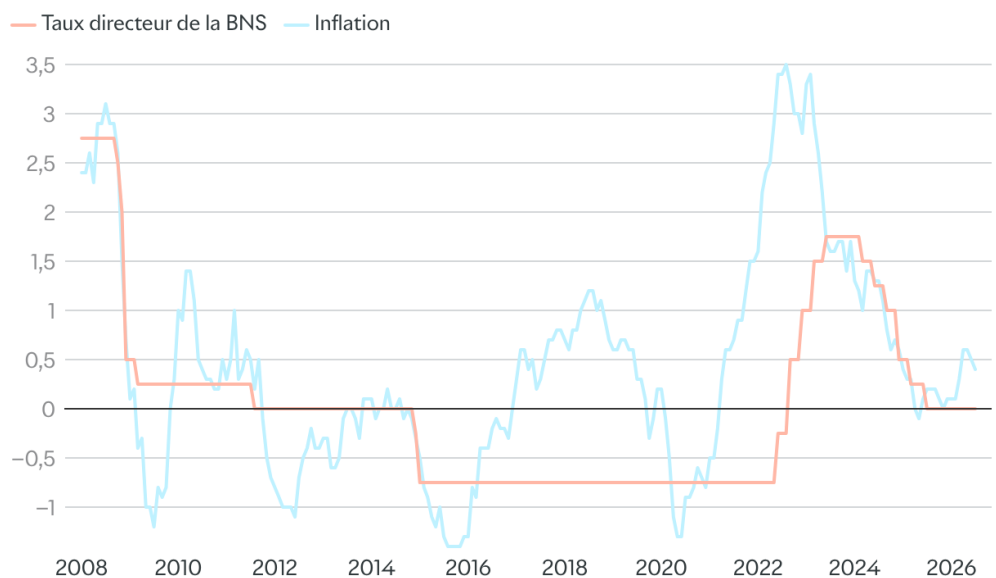


Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Secrétariat d'Etat à l'économie

Graphique 5

Taux directeur de la BNS et inflation

En %

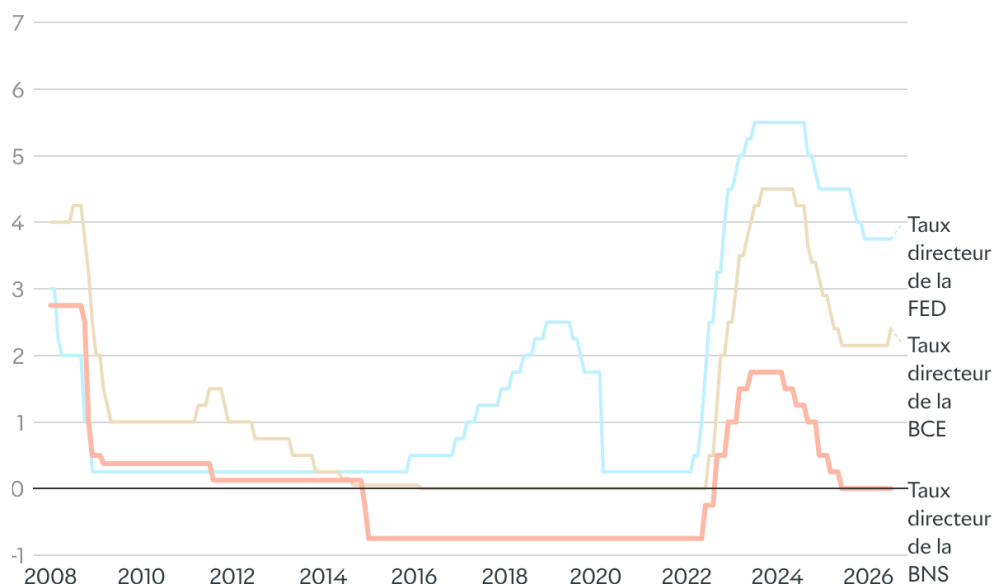


Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse, Office fédéral de la statistique

Graphique 6

Évolution des taux directeurs en comparaison internationale

En %



Nota: du 3 janvier 2000 au 13 juin 2019, la BNS assignait une marge de fluctuation au Libor à trois mois pour le franc. Le taux directeur de la BNS est appliqué à partir du 13 juin 2019.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque centrale européenne (2024), Federal Reserve, Banque nationale suisse (2024)

Stabilité financière

En dépit d'une recrudescence des tensions géopolitiques, les banques se montrent robustes et elles sont bien capitalisées. En Suisse, le marché hypothécaire et les taux zéro restent des sujets prégnants. A l'échelon international, l'endettement public déjà élevé et toujours en hausse, ainsi que le rôle croissant des intermédiaires financiers non bancaires, constituent un risque pour la stabilité financière.

Les marchés financiers internationaux se sont montrés robustes jusqu'à présent, malgré des tensions géopolitiques avivées. Les conflits au Moyen-Orient, la hausse des prix de l'énergie et les risques accrus d'inflation ont certes donné lieu à des corrections, mais sans entraîner de turbulences majeures. Les économies émergentes ont été particulièrement touchées, de même que les pays importateurs d'énergie. Pour autant, la liquidité des marchés est globalement intacte à ce stade et le système bancaire mondial est toujours considéré comme bien capitalisé et résistant.

Selon le rapport de la BNS sur la stabilité financière, grâce à des volants de fonds propres et de liquidités conséquents, le secteur bancaire suisse est bien positionné pour faire face à l'environnement macroéconomique et géopolitique délicat qui prévaut actuellement. Dans un contexte de taux bas et de marché hypothécaire en expansion, les établissements à vocation nationale, en particulier, voient perdurer la pression sur leurs marges. Malgré des prix en hausse sur le marché de l'immobilier résidentiel et un endettement hypothécaire élevé, selon la BNS, il n'y a pas de surchauffe à l'horizon sur le marché du crédit. Des

vulnérabilités persistent, en revanche, au niveau des immeubles de rendement. Les intermédiaires financiers non bancaires (IFNB) jouent un rôle croissant en raison de leurs interdépendances avec le secteur bancaire, en termes par exemple de relations de crédit, de placements, de structures de fonds et de sources de financement.¹⁰

Le Fonds monétaire international (FMI), pour sa part, juge élevés les risques pesant sur la stabilité des marchés financiers. Il situe les vulnérabilités notamment dans les hauts niveaux d'endettement public et privé, dans le rôle croissant des intermédiaires financiers non bancaires ainsi que dans le domaine du crédit privé – autant de canaux par lesquels un durcissement brutal des conditions de financement pourrait se propager de manière amplifiée à l'ensemble du système financier.¹¹

En réponse aux prescriptions réglementaires notamment, les banques détiennent souvent d'importants portefeuilles d'emprunts d'Etat, de sorte que les baisses de cours de ces derniers pèsent sur leurs bilans. Les intermédiaires financiers non bancaires tels que les fonds de placement, les caisses de pension, les entreprises d'assurance, les maisons de titres et les fonds de dette privée (*private credit funds*) jouent un rôle important en matière de financement et d'investissement, mais ne sont pas soumis aux mêmes règles que les banques. Les facteurs de risque pour la stabilité financière sont en particulier le recours massif à des fonds de tiers, les possibilités de rachat à court terme ou encore l'existence de liens étroits avec des banques. Le crédit privé, c'est-à-dire l'octroi direct de crédits par ces intermédiaires financiers non bancaires, le plus souvent à des entreprises de taille moyenne, peut fournir de nouvelles sources de financement. Mais les défaillances retentissantes de quelques entreprises américaines en 2025 ont montré qu'en raison du manque de transparence, des financements hors bilan et, dans certains cas, de l'excès d'optimisme dans l'évaluation de la solvabilité, il peut être difficile d'apprécier le niveau réel de l'endettement et des risques de crédit. La réaction du marché est restée limitée et de courte durée, bien que plusieurs établissements financiers aient publié des pertes.¹²

Réglementation

La mise en œuvre internationale de Bâle III et la révision de la réglementation *too big to fail* en Suisse focalisent actuellement l'attention en matière de réglementation bancaire. Afin de préserver l'attractivité et la compétitivité de la place financière, il est essentiel de maintenir un *level playing field*.

Bâle III final vise à aligner davantage les exigences en matière de fonds propres sur les risques réels ainsi qu'à améliorer la comparabilité entre banques. Ce dispositif est entré en vigueur en Suisse dès les 1^{er} janvier 2025, par le biais d'une modification de l'ordonnance sur les fonds propres. Parmi ses éléments clés figurent une plus grande sensibilité au risque des prescriptions sur les fonds propres ainsi que l'introduction d'un plancher de capital en cas de recours à des modèles internes. Cela se traduit, pour certaines

¹⁰ BNS (2026). [Rapport sur la stabilité financière](#), juillet 2026. FINMA (2025). [Monitoring des risques 2025](#), 17 novembre 2025.

¹¹ FMI (2026). [Global Financial Stability Report](#), Executive Summary: «Global financial stability risks are elevated.» (Seule la version anglaise du rapport est disponible intégralement sur Internet.)

¹² Financial Stability Board (FSB) (2026). [Report on Vulnerabilities in Private Credit](#), p. 10 («Interlinkages with banks») et p. 34 («Potential stress scenarios»). Ce rapport cite les défaillances de First Brands et Tricolor parmi les défaillances marquantes survenues en fin d'année 2025. Le marché mondial du crédit privé est estimé entre USD 1 500 et 2 000 milliards et, jusqu'à présent, il n'a guère été mis à l'épreuve dans le cadre d'un ralentissement économique prolongé.

• Swiss Banking

banques, par des exigences supplémentaires en matière de fonds propres et de reporting et, pour d'autres, par des obligations plus détaillées en matière de données et de publication.

A l'échelon international, la mise en œuvre de Bâle III final est hétérogène. En mars 2026, parmi les juridictions membres de la BRI, seulement trois sur quatre environ avaient mis en œuvre les réformes ou étaient sur le point de le faire.¹³ L'Union européenne (UE) a reporté au 1^{er} janvier 2027 l'entrée en vigueur du dispositif issu de la FRTB.¹⁴ De même au Royaume-Uni, le paquet global de Bâle III final ne s'appliquera qu'à compter du 1^{er} janvier 2027.¹⁵ Aux Etats-Unis enfin, en mars 2026, les autorités de surveillance ont mis en consultation de nouvelles propositions en vue de moderniser le cadre réglementaire en matière de fonds propres. Au total, si celles-ci étaient adoptées, elles abaisseraient le niveau d'exigence.¹⁶ La mise en œuvre tardive des réformes de Bâle III final sur d'autres places financières importantes pour la Suisse entraîne un désavantage concurrentiel pour les banques suisses, sous la forme d'une augmentation des coûts et d'une immobilisation accrue de fonds propres.

Renforcer la réglementation *too big to fail* (via le train de mesures «Stabilité des banques») est un axe majeur de la politique réglementaire suisse. Le Conseil fédéral a adopté le 22 avril 2026 le message concernant la couverture en fonds propres des participations étrangères de banques d'importance systémique et en a profité pour modifier l'ordonnance sur les fonds propres.¹⁷ Au niveau de l'ordonnance, certaines prescriptions relatives à la qualité et à la valeur intrinsèque des fonds propres de base durs ont été modifiées, notamment en ce qui concerne les logiciels ainsi que les positions difficiles à évaluer à leur juste valeur. Les propositions du Conseil fédéral au niveau de la loi et concernant l'ordonnance sur les liquidités constituent de nouvelles adaptations réglementaires de grande portée. Il convient de les évaluer à la fois individuellement et au regard de leur effet global. L'élément fondamental à cet égard est que les nouvelles prescriptions soient proportionnées et n'affaiblissent pas inutilement la compétitivité de la place financière suisse.

La focalisation de nombreuses mesures sur les établissements d'importance systémique répond au principe de proportionnalité: les banques qui ne menacent en rien la stabilité du système ne doivent pas être soumises aux mêmes exigences supplémentaires que les établissements d'importance systémique (mondiale). De plus, il demeure essentiel de veiller à ce que les nouvelles prescriptions suisses ne s'écartent pas trop des normes internationales ni de ce qui se pratique sur d'autres places financières, afin de maintenir des conditions de concurrence équitables (*level playing field*). Une réglementation viable doit concilier stabilité et compétitivité, tout en renonçant à imposer des règles spéciales propres à la Suisse (*swiss finish*).¹⁸

¹³ Communiqué de presse du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, 9 mars 2026: [Governors and Heads of Supervision welcome progress to implement Basel III and discuss elements of the Basel Committee's work programme](#).

¹⁴ Communiqué de presse de la Commission européenne, 12 juin 2025: [Commission proposes to postpone by one additional year the market risk prudential requirements under Basel III](#). FRTB est l'abréviation de «Fundamental Review of the Trading Book» et désigne en anglais la révision fondamentale du portefeuille de négociation, qui concerne la couverture par des fonds propres des risques auxquels les banques sont confrontées dans leurs activités sur les marchés des capitaux.

¹⁵ Bank of England (2026). [Policy statement 1/26](#).

¹⁶ Communiqué de presse du Board of Governors de la Fed, 19 mars 2026: [Agencies request comment on proposals to modernize the regulatory capital framework and maintain the strength of the banking system](#). Le [Board memo](#) auquel il est renvoyé dans ce communiqué de presse présente un aperçu des changements résultant des différentes mesures selon la taille des banques concernées (Table 1, p. 4). Seules les grandes banques sont impactées par Bâle III final, puisque les fonds propres exigés d'elles augmentent de 1,4 %. Mais globalement, les exigences de fonds propres qui leur sont applicables baissent de 4,8 %.

¹⁷ Communiqué de presse du Département fédéral des finances (DFF), 22 avril 2026: [Too Big To Fail](#). Le message du Conseil fédéral concernant la modification de la loi sur les banques ainsi que le rapport sur les résultats de la consultation y relative sont directement accessibles depuis cette page, de même que l'ordonnance sur les fonds propres, le rapport sur les résultats de la consultation relatives à la modification de l'ordonnance sur les fonds propres et le rapport explicatif.

¹⁸ Communiqué de presse de l'ASB, 12 janvier 2026: [Position de l'Association suisse des banquiers \(ASB\) relative à la modification de la loi sur les banques et de l'ordonnance sur les fonds propres](#).

2. Résultat consolidé

En 2025, le résultat consolidé des banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 5,8 % par rapport à 2024 pour atteindre le pic historique de CHF 73,8 milliards. Cette progression s'explique par une nette augmentation du résultat des opérations de commissions et prestations de services ainsi que des autres résultats ordinaires. Le bénéfice annuel a suivi la même trajectoire et s'est établi à CHF 20,6 milliards (+16,3 %).

En 2025, le résultat consolidé des banques en Suisse a atteint le niveau record de CHF 73,8 milliards. Il a enregistré sa plus forte progression depuis cinq ans, à +5,8 % par rapport à 2024. Celle-ci s'explique notamment par la hausse du résultat consolidé des grandes banques (+11,5 %), qui ont ainsi pu compenser la baisse (-7,8 %) enregistrée en 2024. Les banques étrangères et les banques boursières ont également vu leur résultat consolidé augmenter de manière significative (respectivement +4,5 % et +3,5 %). Si l'on examine la situation par domaines d'activité, on observe une progression du résultat des opérations de commissions et prestations de services (+6,5 %) et des autres résultats ordinaires (+26,6 %), qui a plus que compensé la régression marginale du résultat des opérations d'intérêts (-0,8 %) et du résultat des opérations de négoce (-1,5 %). La progression du résultat des opérations de commissions et prestations de services indique un regain d'activité de la clientèle sur les marchés financiers, tandis que celle des autres résultats ordinaires s'explique par une hausse marquée des produits des participations au sein des grandes banques et des banques étrangères. Quant à la légère régression du résultat des opérations d'intérêts, elle reflète la politique actuelle de taux zéro, qui comprime les marges. Grâce à la hausse de leur résultat consolidé, les grandes banques ont accru leur contribution au résultat consolidé global pour la première fois depuis 2020, de sorte que toutes les autres banques ont vu leurs contributions respectives reculer légèrement.

Périmètres de consolidation statistiques

La présente publication se fonde sur des données de la BNS issues des comptes individuels statutaires des banques (maisons mères). S'agissant notamment des grandes banques et des banques à vocation internationale, ces données s'écartent de celles des comptes consolidés. Dans les statistiques qu'elle publie, la BNS distingue entre la perspective «Comptoirs résidents», la perspective «Maison mère» et la perspective «Groupe».

2.1 Evolutions en 2025

Résultat consolidé par domaines d'activité

Le résultat consolidé se compose du résultat des opérations d'intérêts, du résultat des opérations de commissions et prestations de services, du résultat des opérations de négoce ainsi que des autres résultats ordinaires. Il a augmenté de 5,8 % en 2025, sous l'effet notamment d'une hausse du résultat des opérations de commissions et prestations de services d'une part et des autres résultats ordinaires d'autre part.

La contribution du résultat des opérations d'intérêts au résultat consolidé s'est réduite de 1,9 point de pourcentage, à 28,3 % (en valeur absolue, de CHF 21,1 milliards à CHF 20,9 milliards). L'évolution de la structure des revenus amorcée en 2024 s'est donc poursuivie. La baisse des taux d'intérêt a fait reculer les produits d'intérêts de CHF 20,9 milliards (-24,1 %). En parallèle, les charges d'intérêts ont reculé elles aussi de CHF 20,8 milliards (-31,6 %), d'où un résultat des opérations d'intérêts globalement stable (-0,8 %). La réduction des coûts de refinancement des banques, consécutive à la baisse progressive des taux directeurs de la BNS depuis le milieu de l'année 2023, s'est répercutée sur les charges d'intérêts avec retard et a freiné ainsi le recul du résultat des opérations d'intérêts. Le résultat des opérations de négoce a également enregistré une légère baisse, passant de CHF 15,1 milliards à CHF 14,9 milliards.

Le résultat des opérations de commissions et prestations de services, qui s'est encore inscrit en hausse en 2025 (+6,5 % par rapport à 2024 à CHF 21,8 milliards), a été le principal contributeur au résultat consolidé, à 32,3 % (+0,2 point de pourcentage). La hausse des charges de commissions a été plus que compensée par celle des produits de commissions issues des opérations sur titres et opérations de placement, ce qui est le signe d'un regain d'activité de la clientèle sur les marchés financiers.

Ce sont les autres résultats ordinaires qui, après une baisse sensible en 2024, ont enregistré la plus forte hausse relative en 2025. Ils ont atteint CHF 14,1 milliards, soit le deuxième montant le plus élevé depuis dix ans. Portés par une forte progression des produits des participations au sein des grandes banques et des banques étrangères, ils ont ainsi retrouvé leur niveau d'avant la crise de 2024.

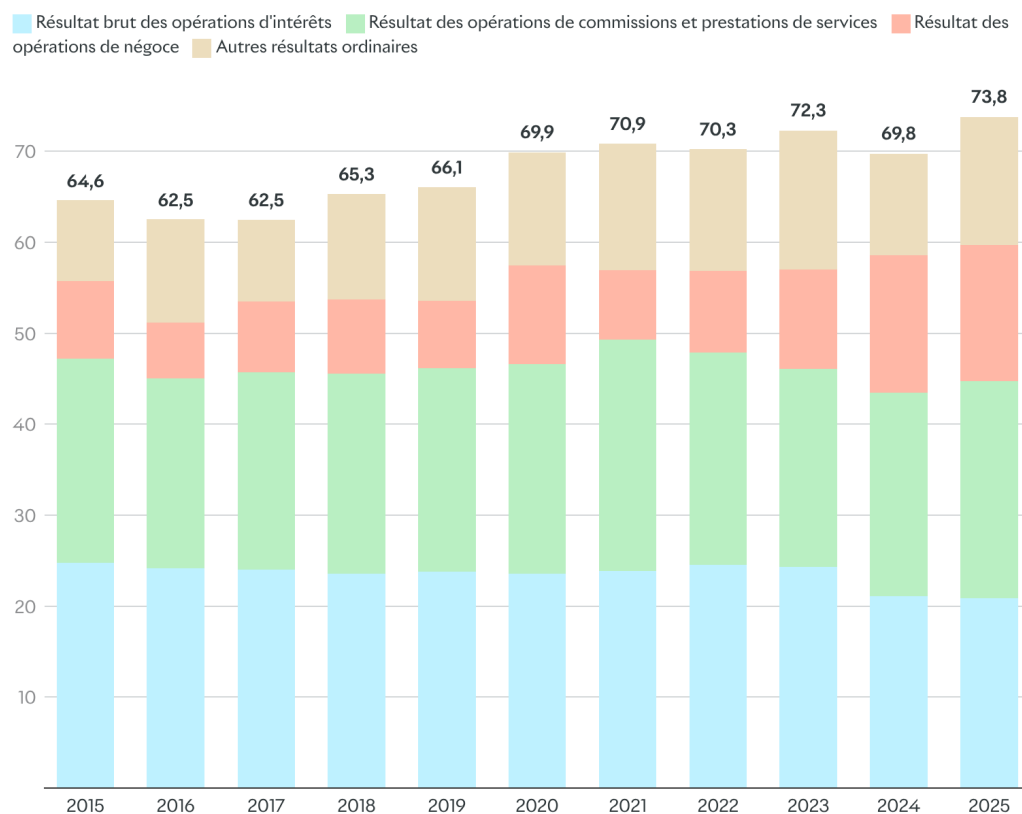
Autres résultats ordinaires

Les autres résultats ordinaires se composent des postes «Résultat des aliénations d'immobilisations financières», «Produits des participations», «Produits immobiliers», «Autres produits ordinaires» et «Autres charges ordinaires». Les produits des participations constituent la principale composante des autres résultats ordinaires, dont ils représentent en moyenne environ 54 % sur les dix dernières années, voire 63 % sur les cinq dernières années. Viennent ensuite les autres produits ordinaires, avec des parts moyennes de respectivement 38 % et 32 % sur les mêmes périodes.

Graphique 7

Résultat consolidé par domaines d'activité

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Résultat consolidé par groupes de banques

Les grandes banques, en particulier, ont enregistré un résultat consolidé nettement en hausse par rapport à 2024. Les banques étrangères et les banques boursières ont fait de même, quoique dans une moindre mesure. Grâce à la progression supérieure à la moyenne de leur résultat consolidé, les grandes banques ont été le seul groupe à augmenter sa contribution au résultat consolidé global, alors que les autres groupes ont vu la leur diminuer légèrement.

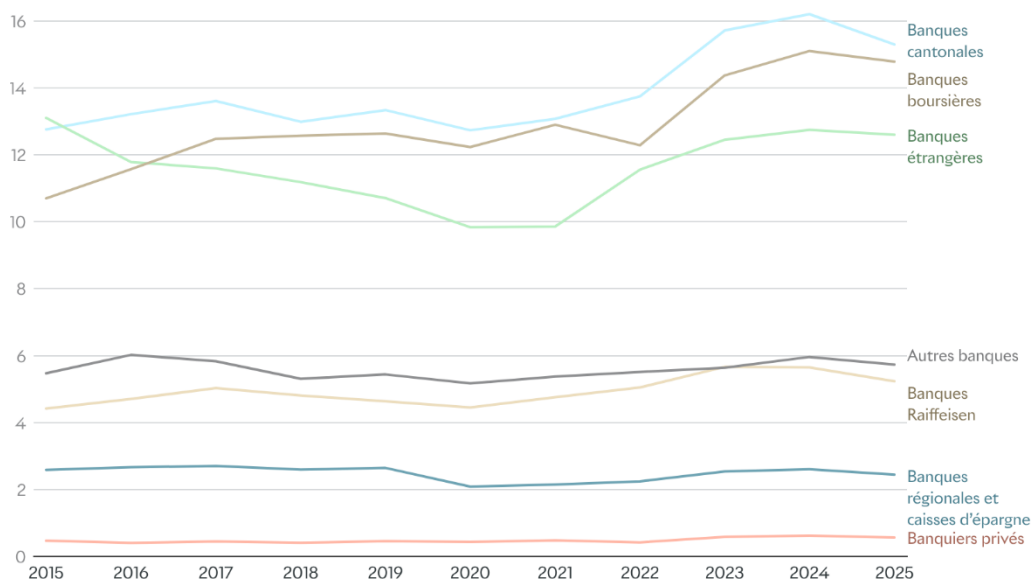
En 2025, pour la première fois depuis 2020, les grandes banques ont accru leur contribution au résultat consolidé global par rapport à l'exercice précédent. Celle-ci a progressé de 2,2 points de pourcentage à 43,3 %, ce qui correspond à une augmentation du résultat consolidé de CHF 3,3 milliards (+11,5 %). Cette augmentation résulte d'une hausse du résultat des opérations d'intérêts de CHF 1,5 milliard (+68,2 %), du résultat des opérations de commissions et prestations de services de CHF 590 millions (+7,5 %) et des autres résultats ordinaires de CHF 2,1 milliards (+24,62 %), tandis que le résultat des opérations de négoce s'est inscrit en baisse. Les grandes banques ont été le seul groupe à enregistrer une augmentation du résultat des opérations d'intérêts, en raison d'un recul des charges d'intérêts plus marqué que celui des

produits d'intérêts. Le haut niveau des autres résultats ordinaires s'explique notamment par une hausse significative des produits des participations.

Graphique 8

Résultat consolidé par groupes de banques (hors grandes banques)

En %



Nota: la contribution des grandes banques au résultat consolidé global oscille depuis 2012 entre 41 % et 53 %, dépassant ainsi de loin les contributions respectives des autres groupes de banques. Afin de rendre l'évolution de ces dernières plus visible, le graphique ne fait pas apparaître l'évolution de la contribution des grandes banques.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Le résultat consolidé des banques étrangères et des banques boursières s'est inscrit en hausse également. Par rapport à 2024, il a augmenté en 2025 de respectivement CHF 404,6 millions (+4,5 %) et de CHF 373,3 millions (+3,5 %). S'agissant des banques étrangères, cette augmentation s'explique principalement par la hausse du résultat des opérations de commissions et prestations de services (+6,4 %) ainsi que par le rebond des autres résultats ordinaires (+83,6 %) – ce dernier résultant d'une hausse marquée des produits des participations, comme dans le cas des grandes banques. S'agissant en revanche des banques boursières, l'impulsion est venue avant tout de la hausse de CHF 638,4 millions (+30,4 %) du résultat des opérations de négoce.

Le résultat consolidé des grandes banques ayant sensiblement augmenté, les contributions des autres groupes de banques au résultat consolidé global ont accusé un léger recul qui se situe entre -0,1 et -0,9 point de pourcentage.

Dans l'ensemble, on observe deux évolutions inverses en ce qui concerne le résultat consolidé: d'une part, une nette augmentation du résultat des opérations de commissions et prestations de services (+6,5 %) dans tous les groupes de banques ainsi que des autres résultats ordinaires (+26,6 %) notamment dans les groupes «grandes banques» et «banques étrangères»; d'autre part, une légère diminution du résultat des

opérations d'intérêts (-0,8 %) et des opérations de négoce (-1,5 %) au niveau global. Dans le domaine des opérations d'intérêts, les grandes banques ont connu une évolution tout à fait spécifique, avec une hausse spectaculaire du résultat (+68,2 %), tandis que les autres groupes de banques ont dû se contenter d'un léger mieux (+0,7 %) voire encaisser des reculs pouvant aller jusqu'à 28,5 %. Ce panorama contrasté se retrouve dans le domaine des opérations de négoce. Si les résultats se sont inscrits en hausse au sein des banques cantonales (+9,1 %), des banques Raiffeisen (+13,0 %) et des banques boursières (+30,4 %), ils ont accusé des reculs de 1,5 % à 20,2 % dans les autres groupes de banques.

En comparaison pluriannuelle, on observe que l'importance relative des différents groupes de banques au sein du secteur bancaire évolue. Au fil des années, les banques boursières ont ainsi considérablement accru leur contribution au résultat consolidé global et, en 2025, celle-ci s'établissait à 14,8 %, soit nettement au-dessus de la moyenne des années précédentes. Les banques cantonales affichaient elles aussi une contribution élevée, à 15,3 %. En revanche, les banques régionales, les caisses d'épargne, les banques Raiffeisen et les banquiers privés sont restés pour l'essentiel au niveau de leurs moyennes antérieures. Les banques étrangères ont enregistré une contribution en légère baisse en 2025, alors que celle-ci était sur une trajectoire ascendante depuis 2020, mais elles ont réussi à la maintenir un niveau élevé (12,6 %). Quant aux grandes banques, leur contribution au résultat consolidé global a rebondi à 43,3 %, mettant ainsi un terme à la tendance baissière observée depuis 2022.

Effets statistiques de la composition des groupes de banques

La BNS procède à la répartition des banques par groupes de banques selon sa libre appréciation. Des fusions, scissions, créations de banques et autres changements structurels sont susceptibles de modifier la composition des groupes de banques au fil du temps. Par exemple, en 2022, Degroof Petercam Suisse SA, une banque en mains étrangères, a été reprise par la banque boursière Gonet & Cie SA. Dans les statistiques bancaires, les activités concernées ont donc changé de groupe, passant du groupe «banques étrangères» au groupe «banques boursières». Ce changement n'a toutefois pas eu d'effet sensible sur les parts respectives de ces catégories. Enfin, depuis la reprise de Credit Suisse Group SA par UBS Group SA en 2023, le groupe «grandes banques» ne comprend plus que les établissements d'un seul groupe bancaire.

Banques étrangères: filiales et succursales

Les banques d'une certaine envergure sont présentes physiquement dans différents pays – souvent pour des raisons d'accès au marché. La Suisse compte ainsi sur son territoire près d'une centaine de banques en mains étrangères, qui emploient plus de 16 000 personnes et contribuent notablement au succès de la place bancaire suisse. Ces banques étrangères opérant en Suisse s'inscrivent dans deux catégories juridiques distinctes: il s'agit soit de filiales, soit de succursales. Les filiales sont des banques organisées selon le droit suisse, mais sur lesquelles l'influence dominante s'exerce à partir de l'étranger. Dotées de la

personnalité juridique, elles peuvent conclure des contrats avec leurs clientes et leurs clients en toute autonomie. Les succursales, en revanche, ne sont pas dotées de la personnalité juridique et sont donc juridiquement dépendantes. Dès lors, elles peuvent opérer uniquement pour le compte de la banque étrangère, mais pas pour leur propre compte. Comme elles n'établissent pas de bilan, certaines prescriptions de la FINMA (p. ex. l'ordonnance sur les fonds propres, OFR) ne leur sont pas applicables. Elles doivent néanmoins disposer d'une autorisation de la FINMA et sont soumises à la surveillance de cette dernière. De même que les filiales, elles sont tenues de respecter la réglementation de la FINMA, c'est-à-dire ses ordonnances et ses circulaires. La grande majorité des succursales de banques étrangères relèvent des catégories de surveillance 4 ou 5.

Bénéfice annuel et impôts

Les résultats des banques suisses ont connu une nette embellie en 2025. Les produits d'exploitation ont augmenté et les charges d'exploitation ont légèrement diminué, de sorte que le bénéfice annuel s'est inscrit en hausse de 16,3 % pour s'établir à CHF 20,6 milliards – et ce malgré un net recul des produits exceptionnels par rapport à 2024.

Le résultat consolidé ayant augmenté de 5,8 % par rapport à 2024, le bénéfice brut s'est inscrit en hausse de CHF 4,5 milliards (+18,9 %) en 2025, à CHF 28,4 milliards. Les charges d'exploitation, qui se composent des charges de personnel et des autres charges d'exploitation, ont reculé de 1,1 % – un recul dû exclusivement à la baisse des autres charges d'exploitation (–3,1 %), puisque les charges de personnel ont légèrement augmenté (+0,8 %).

Déduction faite des amortissements, des correctifs de valeur et des provisions, le résultat opérationnel s'est inscrit en hausse à CHF 22,1 milliards (+23,9 %). Si les déductions pour amortissements, correctifs de valeur et provisions ont légèrement augmenté en 2025 (+CHF 256,2 milliards au total, soit +4,2 %), c'est dû pour l'essentiel à la hausse marquée des amortissements (+46,3 %). Les correctifs de valeur et les provisions ont enregistré pour leur part une baisse massive de 60,1 %. Compte tenu de la solide augmentation du bénéfice brut, ces postes ont eu un impact marginal et n'ont freiné que légèrement la progression du résultat consolidé.

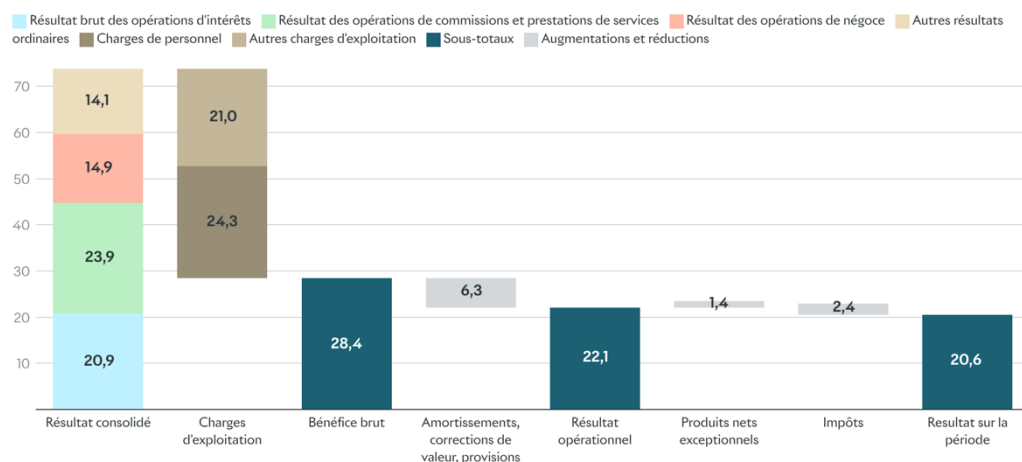
Comme en 2024, les produits exceptionnels ont enregistré une forte décade en 2025, passant de CHF 4,1 milliards en 2024 à CHF 1,9 milliard en 2025. Après leur pic de 2023, ils ont ainsi retrouvé pour la première fois un niveau normal en comparaison pluriannuelle (CHF 2,3 milliards en moyenne entre 2016 et 2022). Ce recul s'explique presque exclusivement par le fait qu'en 2023, dans le sillage de la reprise de Credit Suisse, les grandes banques avaient comptabilisé des produits exceptionnels à hauteur de CHF 18,7 milliards. Il semblerait donc que les effets non récurrents liés à cette reprise ne se font quasiment plus sentir. Déduction faite des charges exceptionnelles, les banques suisses ont enregistré en 2025 des produits exceptionnels nets à hauteur de CHF 1,4 milliard. Les impôts versés ont diminué de CHF 0,1 milliard (–5,6 %) par rapport à 2024, à CHF 2,4 milliards. L'évolution de la charge fiscale et celle du résultat consolidé peuvent ne pas être parallèles selon la composition des revenus, les variations des impôts différés ou le recours à des reports de pertes fiscales.

Au total, le bénéfice annuel (résultat sur la période) s'est établi à CHF 20,6 milliards contre CHF 17,7 milliards en 2024, soit une augmentation de CHF 2,9 milliards (+16,3 %). La hausse des produits d'exploitation et la légère baisse des charges d'exploitation ont plus que compensé les impacts liés à l'augmentation des amortissements et à la diminution des produits exceptionnels, de sorte que le bénéfice annuel a enregistré une progression remarquable.

Graphique 9

Détermination du résultat sur la période des banques en Suisse, fin 2025

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

2.2 Hausse prévue du résultat consolidé malgré un contexte difficile en 2026

Selon le Swiss Banking Outlook, les banques en Suisse prévoient majoritairement un résultat consolidé en hausse en 2026. Si la politique de taux zéro pèse sur les opérations d'intérêts, l'évolution favorable des marchés d'actions et le regain d'activité de la clientèle devraient soutenir les opérations de commissions et prestations de services ainsi que, dans une certaine mesure, les activités de négoce.

Les expertes et les experts des marchés financiers interrogés dans le cadre du Swiss Banking Outlook prévoient pour 2026 une croissance du PIB nettement inférieure à la moyenne, à 1 %. La hausse des prix de l'énergie, conjuguée à des incertitudes persistantes sur le front de la géopolitique et de la politique commerciale, pèse sur la conjoncture internationale. En outre, les politiques monétaires des principaux espaces monétaires ont continué de diverger: alors que la BNS a maintenu son taux directeur à zéro en juin, la BCE a relevé le sien à 2,4 % en juin. Quant à la Fed, elle maintient sa marge de fluctuation inchangée depuis décembre 2025 (3,5 % – 3,75 %).

Malgré ce contexte exigeant, les personnes interrogées se montrent confiantes. Selon le Swiss Banking Outlook, 53 % d'entre elles tablent sur une hausse du résultat consolidé en 2026 par rapport à 2025 et

33 % sur une relative stabilité. Aucune n'anticipe un recul. Ces perspectives optimistes s'appuient sur des prévisions de croissance qui varient selon les domaines d'activité.

Ce sont les opérations de commissions et prestations de services qui devraient impulser la plus forte dynamique: 73 % des expertes et des experts pensent qu'elles dégageront un résultat en hausse. Cette prévision peut s'expliquer par le fait que la volatilité des marchés va souvent de pair avec un regain d'activité de la part de la clientèle et que des valeurs de marché en hausse élargissent automatiquement la base de calcul des commissions liées aux actifs sous gestion. Or après les baisses de cours enregistrées en mars, une reprise s'est amorcée sur les marchés d'actions. A la mi-juillet, le SMI s'affichait en hausse d'environ 7,5 %, l'Euro Stoxx 50 de 7,2 % et le S&P 500 de 8,7 % par rapport au début de l'année. Le franc suisse, qui s'était apprécié début 2026 tant par rapport au dollar américain que par rapport à l'euro, a retrouvé en juillet 2026 un niveau similaire à celui de fin 2025.

Le résultat des opérations de négoce devrait bénéficier lui aussi de la volatilité accrue des marchés financiers. Le creusement des fluctuations de cours sur les marchés des actions, des obligations, des matières premières et des changes s'accompagne souvent d'un gonflement des volumes de négoce, mais aussi d'une recrudescence des activités de couverture et de transaction en réponse à la demande accrue de la clientèle. En conséquence, 40 % des personnes interrogées prévoient une hausse du résultat des opérations de négoce et 30 % une relative stabilité.

Le résultat des opérations d'intérêts, en revanche, devrait rester à un niveau modéré: 43 % des personnes interrogées pensent qu'il sera stable, 30 % qu'il s'inscrira en recul et 14 % seulement qu'il progressera. La politique de taux zéro, qui persiste, et l'intense concurrence en matière de crédit et de dépôt compriment les marges des banques, en particulier de celles à vocation nationale. Certes, le solide développement des activités de crédit (hypothécaire) soutient les opérations d'intérêts en termes de volume, mais sans doute ne compensera-t-il que partiellement l'érosion des marges.

Au total, le Swiss Banking Outlook laisse présager un résultat consolidé en hausse et une évolution de sa composition. Les opérations de commissions et prestations de services devraient gagner en importance, tandis que les activités de négoce joueront un rôle accru dans sa dynamique de croissance. En cas de nouvelle aggravation des conflits géopolitiques, de brusques corrections sur les marchés ou de forte appréciation du franc suisse, il pourrait toutefois s'avérer nécessaire de reconsidérer ces prévisions.

3. Opérations au bilan

En 2025, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en baisse de 0,9 %. Si le total des bilans des grandes banques a diminué, ceux des autres groupes de banques ont augmenté.

Après s'être affiché en hausse en 2024, le total des bilans de toutes les banques en Suisse s'est légèrement replié en 2025. Il a baissé de 0,9 %, soit CHF 27,8 milliards, pour s'établir à CHF 3 191,3 milliards. Du côté des actifs, les créances hypothécaires sont restées le poste de loin le plus important, même si les différents postes ont évolué de manière hétérogène par rapport à 2024. Les hausses se situent dans une fourchette allant de +0,7 % (portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux) à +10,3 % (placements financiers), tandis que les baisses vont de -1,4 % (liquidités) à -21,4 % (créances résultant d'opérations de financement de titres). Les créances sur la clientèle sont restées inchangées par rapport à 2024. Du côté

des passifs, des arbitrages sur les dépôts à terme en faveur de dépôts à vue ont entraîné une baisse de 23,5 % des premiers et une hausse de 14,5 % des seconds. Ces mouvements s'expliquent principalement par la politique de taux zéro et les fortes incertitudes géopolitiques, qui créent un environnement défavorable aux dépôts à terme. Globalement, les engagements résultant des dépôts de la clientèle se sont inscrits en légère augmentation (+0,3 %).

Comme en 2024, on a observé un recul marqué du total des bilans des grandes banques, qui a largement conditionné l'évolution du total général des bilans. Tous les autres groupes de banques ont en revanche accru leur total des bilans. Celui des banquiers privés a enregistré la plus forte progression, à +15,8 %. L'encours de crédit national a encore augmenté légèrement (+2,5 %), porté en particulier par les créances hypothécaires suisses: celles-ci, en hausse de 3,0 %, ont atteint un nouveau pic à CHF 1 244,8 milliards. Les autres crédits, composés des créances gagées et en blanc, ont évolué en sens contraire et baissé de 0,8 %. Comme en 2024, les banques cantonales (40,4 %) se sont taillé la part du lion sur le marché hypothécaire suisse, suivies des grandes banques (22,7 %).

3.1 Evolutions en 2025

Evolution des bilans par groupes de banques

Le léger recul du total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse (-0,9 %) enregistré en 2025 résulte exclusivement de la baisse du total des bilans des grandes banques (-8,6 %). Dans les autres groupes de banques, le total des bilans s'est inscrit en hausse, avec des progressions remarquables dans les groupes «banquiers privés» (+15,8 %) et «banques Raiffeisen» (+5,7 %). Les grandes banques n'en ont pas moins conservé la part la plus importante dans le total consolidé des bilans, même si celle-ci, à 35,4 %, se situe nettement en-deçà de ses niveaux antérieurs (2022: 41,2 %; 2023: 40,0 %; 2024: 38,4 %).

Graphique 10

Total des bilans par groupes de banques

En milliards de CHF

Groupes de banques	2024	2025	Variation	Contribution
Banques cantonales	787,3	816,2	3,7%	25,6%
Grandes banques	1 234,8	1 129,0	-8,6%	35,4%
Banques régionales et caisses d'épargne	125,5	130,6	4,1%	4,1%
Banques Raiffeisen	305,6	323,0	5,7%	10,1%
Banques étrangères	289,9	301,7	4,1%	9,5%
Banquiers privés	5,4	6,2	15,8%	0,2%
Banques boursières	244,5	255,8	4,6%	8,0%
Autres banques	226,1	228,8	1,2%	7,2%
Total	3 219,1	3 191,3	-0,9%	100,0%

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Actifs

Les créances hypothécaires sont restées le principal poste de l'actif, à 39,6 %, et ont encore augmenté. Les placements financiers ont affiché la plus forte hausse relative (+10,3 %). En revanche, les créances résultant d'opérations de financement de titres ainsi que les autres actifs ont baissé, de sorte que les actifs ont enregistré au total un léger recul.

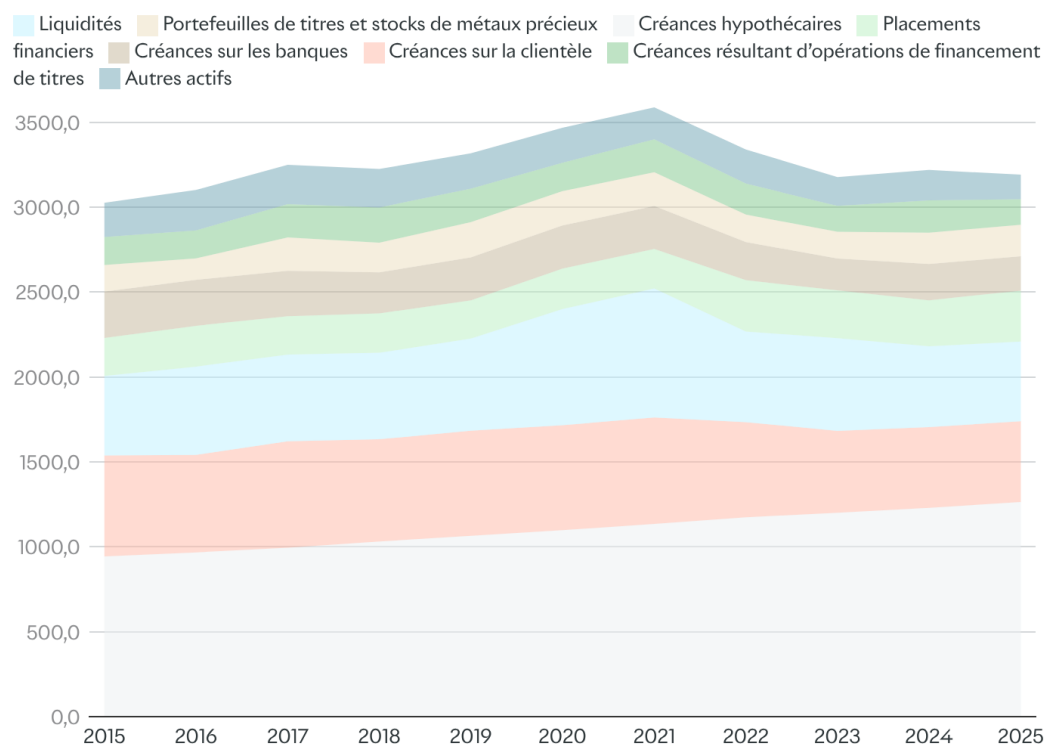
En 2025, les créances hypothécaires suisses et étrangères ont augmenté de CHF 35,1 milliards par rapport à 2024, passant de CHF 1 229,1 milliards à CHF 1 264,3 milliards. Comme en 2024, cette croissance (+2,9 %) s'est quelque peu accélérée en raison du bas niveau des taux d'intérêt, sans toutefois afficher la même dynamique qu'en 2022 (+3,5 %). Les créances hypothécaires sont donc restées le principal poste de l'actif des banques en Suisse, et de loin, à 39,6 %. Cette contribution accrue résulte aussi du fait que la plupart des autres postes de l'actif ont soit faiblement progressé, soit régressé – à l'exception des

placements financiers qui, pour des raisons liées au marché, ont enregistré la plus forte hausse de tous les postes de l'actif (+10,3 %). A cet égard, l'évolution des placements financiers suisses (+16,7 %) a joué un rôle déterminant, mais les placements financiers étrangers ont augmenté également (+5,6 %). Quant aux liquidités, après avoir enregistré une forte décrue en 2024 (-12,9 %), elles n'ont baissé que de 1,4 % en 2025. Les comptes de virement des banques auprès de la BNS constituant une part très importante des liquidités, ils évoluent en parallèle: s'ils ont reculé de 6,6 % en 2024, ils sont restés quasiment inchangés (+0,1 %) en 2025.

Graphique 11

Composition des actifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Graphique 12

Evolution des postes de l'actif

En milliards de CHF

Poste	2024	2025	Variation	Contribution
Liquidités	476,2	469,8	-1,4%	14,7%
Portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux	185,2	186,5	0,7%	5,8%
Créances hypothécaires	1 229,1	1 264,3	2,9%	39,6%
Placements financiers	271,5	299,4	10,3%	9,4%
Créances sur les banques	212,9	201,8	-5,2%	6,3%
Créances sur la clientèle	475,2	475,2	0,0%	14,9%
Créances résultant d'opérations de financement de titres	190,3	149,5	-21,4%	4,7%
Autres actifs	178,7	144,7	-19,0%	4,5%
Total du bilan	3 219,1	3 191,3	-0,9%	100,0%

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Les créances sur la clientèle, c'est-à-dire les crédits, sont restées stables par rapport à 2024, à CHF 475,2 milliards. Les créances résultant d'opérations de financement de titres ont enregistré la plus forte baisse (-21,4 %) et ont retrouvé un niveau comparable à celui de 2023, à CHF 149,5 milliards. Cela s'explique en grande partie par le recul de ce poste au sein des grandes banques, sachant que les autres groupes de banques ont connu des évolutions hétérogènes. Les créances sur les banques ont suivi elles aussi une trajectoire baissière en 2025. Toutefois, elles ont nettement moins régressé en 2025 (-5,2 %) qu'elles n'avaient progressé en 2024 (+13,9 %), de sorte qu'à CHF 201,8 milliards, elles sont loin d'avoir atteint leur plus bas de 2023. Les créances sur des banques en Suisse n'ayant baissé que de 2,0 %, c'est le recul des créances sur des banques à l'étranger (-9,1 %) qui a joué un rôle moteur.

Composition des actifs au fil du temps

La composition des actifs s'est nettement modifiée sur la dernière décennie. Entre 2015 et 2021, les liquidités s'étaient inscrites en forte hausse, passant de CHF 468,9 milliards en 2015 à CHF 760,6 milliards en 2021. Plusieurs facteurs ont favorisé cette hausse. En premier lieu, les interventions de la BNS sous forme d'achats de devises étrangères ont conduit à un renforcement du franc suisse, dans la mesure où elles ont fait gonfler les comptes de virement en francs suisses détenus par les contreparties. En second lieu, les taux d'intérêt étant bas, les coûts d'opportunité liés à la détention de liquidités étaient réduits, de sorte que les banques ont déposé d'abondantes liquidités en comptes de virement auprès de la BNS. Mais avec la hausse des taux d'intérêt, les liquidités ont connu une première décrue importante (-29,8 %) en 2022. Elles se sont stabilisées brièvement (+2,4 %) en 2023, avant de reculer à nouveau nettement (-12,9 %) en 2024. Cette tendance s'est confirmée en 2025, avec une légère baisse de 1,4 %.

On observe également une inversion de tendance en ce qui concerne les créances sur la clientèle. Entre 2014 et 2021, ce poste avait oscillé faiblement dans une fourchette comprise entre CHF 573,3 milliards (2016) et CHF 652,9 milliards (2014), avant de baisser nettement en 2022 et 2023. Cette baisse s'est poursuivie en 2024, mais dans une mesure nettement moindre (-1,4 %) que les années précédentes. En 2025, les créances sur la clientèle sont restées stables. Au total, elles ont diminué de 20,0 % entre 2015 et 2025. Quant aux créances sur les banques, si elles représentaient 9,0 % du total des actifs en 2015, ce chiffre n'était plus que de 6,3 % en 2025. Cette diminution tient au fait que les banques ont volontairement réduit ce poste du bilan pour atténuer les liens d'interdépendance avec d'autres établissements et, par là même, le risque de contrepartie.

S'agissant des créances hypothécaires suisses et étrangères, elles n'ont cessé d'augmenter entre 2015 (CHF 943,3 milliards) et 2025 (CHF 1 264,3 milliards). Leur part dans le total des actifs est ainsi passée de 31,2 % à 39,6 % entre fin 2015 et fin 2025. La faiblesse persistante des taux d'intérêt a favorisé une hausse durable des achats et des prix sur le marché de l'immobilier. L'année 2025 s'inscrit dans la continuité de cette évolution.

Evolution des opérations de crédit en Suisse

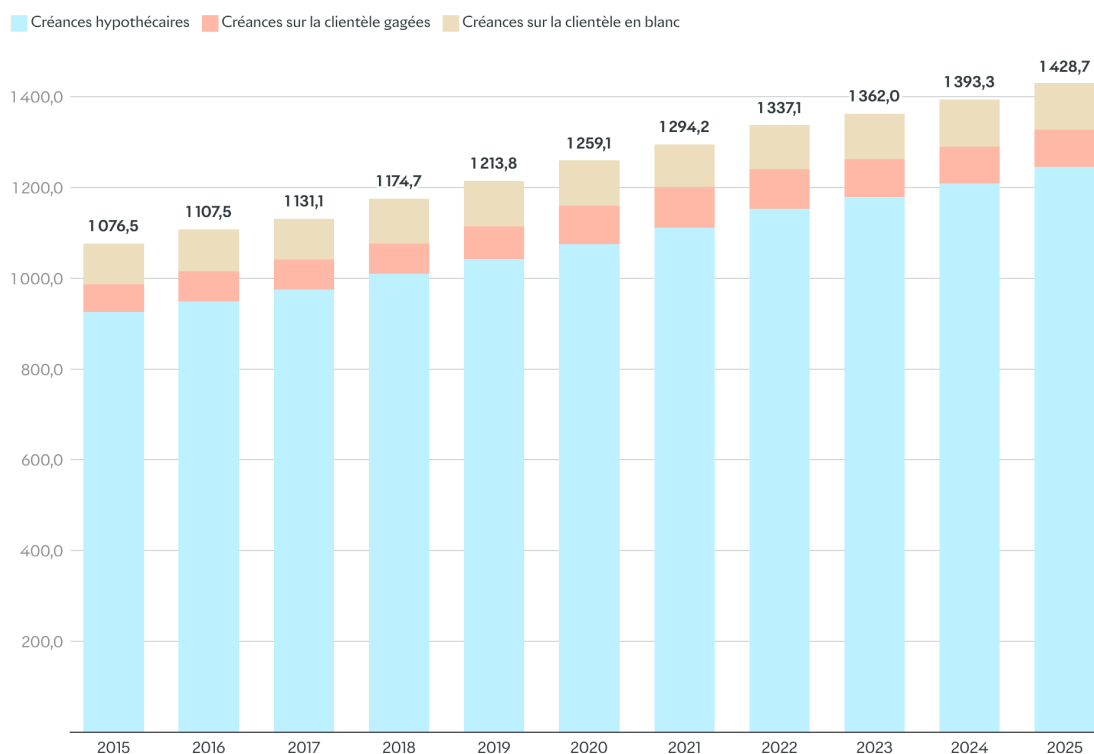
L'encours de crédit national a augmenté d'environ 2,5 % en 2025. Il était constitué à 87,1 % de créances hypothécaires, dont la majeure partie résultant d'hypothèques consenties aux ménages.

L'encours de crédit national s'élevait en 2025 à CHF 1 428,7 milliards (+2,5 %), dont CHF 183,9 milliards provenant de créances gagées et en blanc sur la clientèle (y compris entreprises, corporations de droit public et crédits à la consommation) et CHF 1 244,8 milliards provenant de créances hypothécaires. Cette augmentation de 2,5 % se situe à peu près dans la moyenne de l'évolution observée ces cinq dernières années.

Graphique 13

Evolution de l'encours de crédit national

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

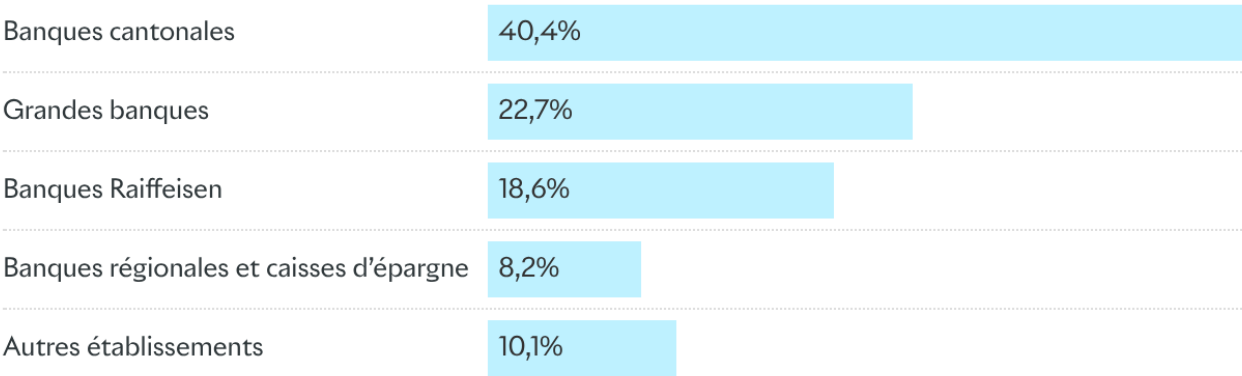
En ce qui concerne les créances hypothécaires, elles ont augmenté de CHF 320,1 milliards depuis 2015 et leur part dans l'encours de crédit national est passée de 85,9 % à 87,1 %. En 2025, l'encours de crédit hypothécaire total a augmenté de 2,9 %, à CHF 1 264,3 milliards. L'essentiel de ce montant (CHF 1 244,8 milliards) concernait des clientes et des clients suisses. La part des crédits hypothécaires à taux fixe s'élevait à 73,7%, en baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport à 2024. Selon l'[Office fédéral du logement](#), le taux d'intérêt moyen applicable aux créances hypothécaires suisses a baissé en 2025, passant de 1,53 % à 1,32 %.

Après avoir augmenté temporairement en 2023 et 2024 dans le sillage du changement de politique les concernant, les taux d'intérêt sont revenus en 2025 un niveau à peu près équivalent à celui de début 2023. Il en est résulté une nouvelle accélération de la croissance des créances hypothécaires par rapport aux deux années précédentes. En comparaison pluriannuelle, les créances hypothécaires d'une durée de plus de cinq ans ont perdu en importance. Dans un premier temps, entre 2015 et 2022, leur part dans l'encours de crédit hypothécaire a augmenté, passant de 25,5 % à 27,1 %. Mais en 2023 et 2024, avec les hausses des taux d'intérêt et l'attrait croissant des nouvelles hypothèques à taux variable, elles ont nettement reculé et ne représentaient plus que 22,4 % des créances hypothécaires en 2024. Ce mouvement s'est poursuivi en 2025, malgré le retour à des taux d'intérêt plus bas, et leur part s'est réduite à 20,1 %. En termes de volume, fin 2025, 64,1 % des hypothèques nouvellement conclues l'avaient été par des

ménages. Dans le courant de l'année 2025, ce chiffre était le plus souvent nettement supérieur, aux alentours de 66 %, comme dans les années antérieures à 2023. Sur cette période, le volume des nouveaux contrats hypothécaires conclus avec des ménages a augmenté de 7,3 % pour ce qui concerne le financement de logements à usage propre et baissé de 3,8 % pour ce qui concerne le financement de logements à usage locatif. De même, le volume des nouveaux contrats hypothécaires conclus avec des entreprises pour financer des objets résidentiels mis en location a baissé de 19,4 % sur la même période.

Graphique 14

Répartition du marché national du crédit hypothécaire, 2025



Nota: le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

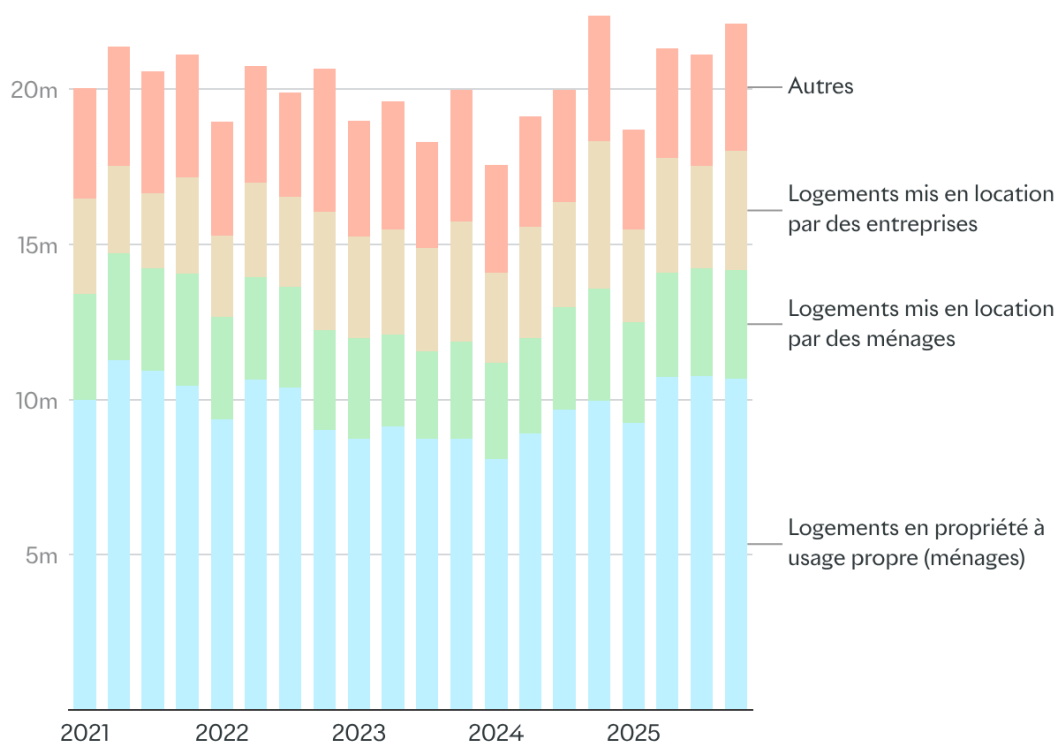
Fin 2025, les banques cantonales drainaient au total 40,4 % de l'encours de crédit hypothécaire national, ce qui représente une légère augmentation de leur part de marché par rapport à 2024. Elles étaient suivies des grandes banques, à 22,7 %. Au cours des dernières années, ce sont surtout les banques cantonales et les banques Raiffeisen qui ont étoffé leurs positions sur le marché suisse du crédit hypothécaire, tandis que les grandes banques ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne perdaient des parts de marché. En 2025, ces tendances ont perduré pour les grandes banques, les banques cantonales et les banques Raiffeisen, tandis que les parts de marché des banques régionales et caisses d'épargne demeuraient inchangées. Le recul des grandes banques s'est établi à 0,7 point de pourcentage, la progression des banques cantonales et des banques Raiffeisen à 0,3 point de pourcentage.

En termes de catégories de nantissement, la part des créances hypothécaires suisses de premier rang, c'est-à-dire jusqu'à deux tiers de la valeur vénale de l'immeuble concerné, s'est établie au total à 94,8 % en 2025, soit en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2024. Cette forte proportion laisse à penser que les banques restent prudentes en matière d'octroi de crédits hypothécaires.

Graphique 15

Nouveaux contrats de crédit hypothécaire

En milliards de CHF par trimestre, limites



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Passifs

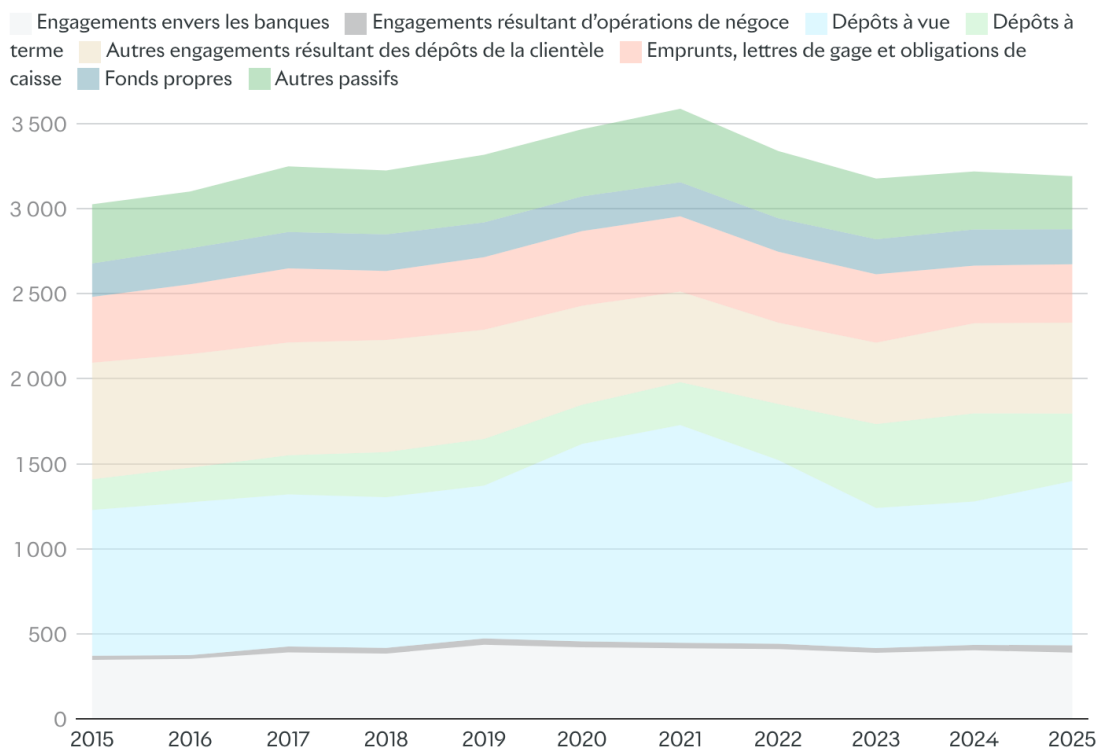
En 2025, les engagements résultant des dépôts de la clientèle constituaient toujours plus de la moitié des passifs. Par rapport à 2024, on note surtout d'importants arbitrages sur les dépôts à terme en faveur de dépôts à vue ainsi qu'une forte augmentation des engagements résultant des opérations de négoce (+35,3 %). Les autres postes du passif ont évolué modérément à la hausse ou à la baisse.

Le poste «Engagements résultant des dépôts de la clientèle», qui comprend les dépôts à vue, les dépôts à terme et les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle, a enregistré une légère hausse de CHF 6,1 milliards (+0,3 %) en 2025. A la fin de l'année, il représentait 59,5 % du total des bilans. D'importants arbitrages sont à noter sur les dépôts à terme en faveur des dépôts à vue. Si les dépôts à terme ont diminué de CHF 121,6 milliards (–23,5 %), les dépôts à vue ont augmenté de CHF 122,4 milliards (+14,5 %), de sorte que la baisse des premiers a été intégralement compensée. Ces arbitrages s'expliquent par une perte d'attractivité des dépôts à terme en raison du retour de la BNS à la politique de taux zéro, couplée à un regain d'intérêt pour les dépôts à vue dans un environnement géopolitique instable. La part des avoirs suisses dans l'ensemble des avoirs à vue est passée de 69,6 % à 76,0 % entre 2022 et 2025.

Graphique 16

Composition des passifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Graphique 17

Evolution des postes du passif

En milliards de CHF

Poste	2024	2025	Variation	Contribution
Engagements envers les banques	403,2	389,1	-3,5%	12,2%
Engagements résultant d'opérations de négoce	31,9	43,1	35,3%	1,3%
Dépôts à vue	843,4	965,9	14,5%	30,3%
Dépôts à terme	518,2	396,6	-23,5%	12,4%
Autres engagements résultant des dépôts de la clientèle	530,0	535,3	1,0%	16,8%
Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse	339,1	343,3	1,2%	10,8%
Fonds propres	211,9	206,2	-2,7%	6,5%
Autres passifs	341,4	311,9	-8,6%	9,8%
Total du bilan	3 219,1	3 191,3	-0,9%	100,0%

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

En 2025, les engagements envers les banques se sont inscrits en baisse de CHF 14,0 milliards (-3,5 %), ce qui s'explique principalement par le recul des engagements envers les banques en Suisse (-CHF 12,4 milliards). Les engagements envers les banques à l'étranger ont diminué quant à eux d'environ CHF 1,6 milliard. Dans un cas comme dans l'autre, ces baisses sont principalement le fait des grandes banques (Suisse: -CHF 8,3 milliards, étranger: -CHF 6,1 milliards) et des banques cantonales (Suisse: -CHF 3,0 milliards, étranger: -CHF 2,2 milliards). Si les engagements envers les banques à l'étranger n'ont que modérément baissé au total, c'est en particulier parce qu'ils ont augmenté au sein des banques étrangères (+CHF 5,1 milliards).

De tous les postes du passif, ce sont les engagements résultant des opérations de négoce qui ont enregistré la plus forte hausse en 2025. Ils ont augmenté de CHF 11,2 milliards pour s'établir à CHF 43,1 milliards. Cette évolution, presque exclusivement due aux grandes banques, s'explique sans doute par un

accroissement du volume de négoce ainsi que par des changements dans la composition et l'évaluation des portefeuilles de négoce.

Se sont également inscrits en légère hausse les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle (+1,0 %, à CHF 535,3 milliards) ainsi que le poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse» (+1,2 %, à CHF 343,3 milliards). Cette dernière évolution résulte en particulier de la hausse de CHF 21,5 milliards des emprunts et lettres de gage en Suisse, qui a plus que compensé la baisse de CHF 16,6 milliards de leurs homologues à l'étranger – une baisse imputable pour l'essentiel aux grandes banques, qui sont le seul groupe de banques à détenir des emprunts et lettres de gage à l'étranger.

Composition des passifs au fil du temps

La part des engagements envers les banques est passée de 11,4 % en 2015 à 12,2 % en 2025. Globalement, les liens entre les banques se sont donc légèrement resserrés sur dix ans, même si cette évolution a été très fluctuante. Après être redescendus en 2023 à leur niveau d'avant la pandémie de COVID-19, les dépôts à vue ont nettement augmenté en 2025. Les arbitrages en leur faveur, au détriment des dépôts à terme (fixe), ont été favorisés notamment par la baisse des taux d'intérêt. Ils ont ainsi atteint CHF 965,9 milliards, un montant inégalé depuis 2015 – à l'exclusion de la période de la pandémie. Comme en 2024, ils sont restés en 2025 le principal poste de l'actif, dont ils représentaient 30,3 %.

La part des dépôts à terme est passée quant à elle de 16,1 % en 2024 à 12,4 % en 2025. En dépit de ce recul marqué, elle reste deux fois plus élevée qu'en 2015 (6,0 %) et, dans l'intervalle, elle a fluctué le plus souvent bien en-dessous de la barre des 10 %. En comparaison pluriannuelle, on observe une étroite corrélation entre dépôts à terme et taux d'intérêt. Ainsi, le contexte de taux bas avait fait perdre de leur attrait aux dépôts à terme par rapport aux dépôts à vue, d'où de nombreux arbitrages au détriment des premiers. A partir de 2022, avec le tournant en matière de taux d'intérêt, cette tendance s'est inversée: la hausse des taux d'intérêt a incité à privilégier les dépôts à terme plutôt que les dépôts à vue. En 2025 enfin, la nouvelle baisse des taux a enclenché un mouvement contraire. Les dépôts à terme ont baissé de 23,5 %, car les dépôts à vue avaient retrouvé leur attrait.

3.2 Hausse du total des bilans au premier semestre 2026

Le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse au premier semestre 2026. Du côté des actifs, les placements financiers, les créances sur les banques et les créances résultant d'opérations de financement de titres ont nettement augmenté, tandis que les liquidités, les portefeuilles de négoce et les créances hypothécaires restaient globalement stables. Du côté des passifs, tous les postes ont augmenté.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2026, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 3,4 %, à CHF 3 412,6 milliards. Quasiment tous les postes de l'actif ont contribué à cette augmentation; seules les liquidités et les créances hypothécaires ont enregistré une légère décline. Les créances sur les banques ont affiché la plus forte progression (+12,7 %), ce qui leur a permis de regagner l'intégralité du terrain perdu en 2025. Les créances résultant d'opérations de financement de titres ont suivi la même trajectoire. Après avoir baissé en-deçà de la moyenne des années précédentes en 2025, elles ont augmenté de 7,1 % sur les cinq premiers mois de l'année 2026 pour s'établir à

CHF 173,6 milliards, retrouvant ainsi le niveau moyen de la décennie 2015–2025. Les créances sur la clientèle ont évolué favorablement elles aussi, en hausse de 8,6 %. Quant aux placements financiers, aux portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux et aux autres postes de l'actif, ils ont enregistré des progressions modérées allant de 0,9 % à 5,1 %. Seules les liquidités et les créances hypothécaires se sont légèrement repliées, à respectivement -0,4 % et -0,3 %.

Du côté des passifs, l'augmentation a été générale. Les engagements résultant des opérations de négoce ont enregistré la plus forte hausse (+10,8 %) sur les cinq premiers mois de l'année 2026, restant ainsi sur leur lancée de 2025. Les engagements envers les banques ont aussi nettement augmenté (+9,0 %). Les autres passifs ont suivi de même une trajectoire ascendante, tandis que les engagements résultant des dépôts de la clientèle enregistraient la plus faible hausse (+0,5 %). Cette évolution modérée s'explique par des mouvements en sens contraire en Suisse et à l'étranger: si les dépôts de la clientèle suisse ont augmenté de 1,7 %, ceux de la clientèle étrangère ont diminué de 2,8 %.

En ce qui concerne les dépôts à vue et les dépôts à terme, les arbitrages au détriment des seconds et en faveur des premiers, déjà observés en 2025, se sont poursuivis au premier semestre 2026. Cette tendance reflète la poursuite de la politique de taux zéro menée par la BNS. Les dépôts à vue ont ainsi augmenté de 3,9 % pour atteindre CHF 1 017,3 milliards en mai. Quant aux dépôts à terme, ils ont diminué de 6,4 %, à CHF 380,0 milliards. Au total, il en est résulté une légère hausse des dépôts de la clientèle (+0,9 %).

4. Gestion de fortune

En 2025, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse se sont établis à CHF 9 729,1 milliards, en hausse de 4,8 % par rapport à 2024. Ils ont ainsi battu le record de 2024, qui se situait déjà à un niveau élevé. Cette évolution reflète le redressement des marchés d'actions.

Les actifs sous gestion de la clientèle suisse et de la clientèle domiciliée à l'étranger ont augmenté de respectivement CHF 203,4 milliards et CHF 241,7 milliards en 2025. Au total, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont affiché une solide progression, à +4,8 %. Les portefeuilles de titres, en reprenant des couleurs (+7,3 %), ont été le principal moteur de cette évolution. Ils constituaient de loin la majeure partie des actifs sous gestion en 2025, à environ 88 % – leur plus haut depuis 2015. Après un net repli en 2022 et 2023, ils ont ainsi confirmé leur regain de forme. En revanche, les postes moins volumineux, comme les dépôts fiduciaires et les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue, se sont inscrits en baisse (respectivement -10,2 % et -11,1 %). Ces deux postes sont toutefois restés à un niveau historiquement élevé. La structure des portefeuilles en dépôt par monnaies n'a que peu évolué en 2025 par rapport à 2024. Le franc suisse est resté la principale monnaie de placement, avec une part de plus de 50 %. Depuis 2015, les actifs sous gestion avaient globalement progressé, avant que cette évolution ne s'inverse en 2022. Ils ont ensuite regagné le terrain perdu en 2023 et 2024. En poursuivant sur leur lancée, ils ont culminé en 2025.

4.1 Evolutions en 2025

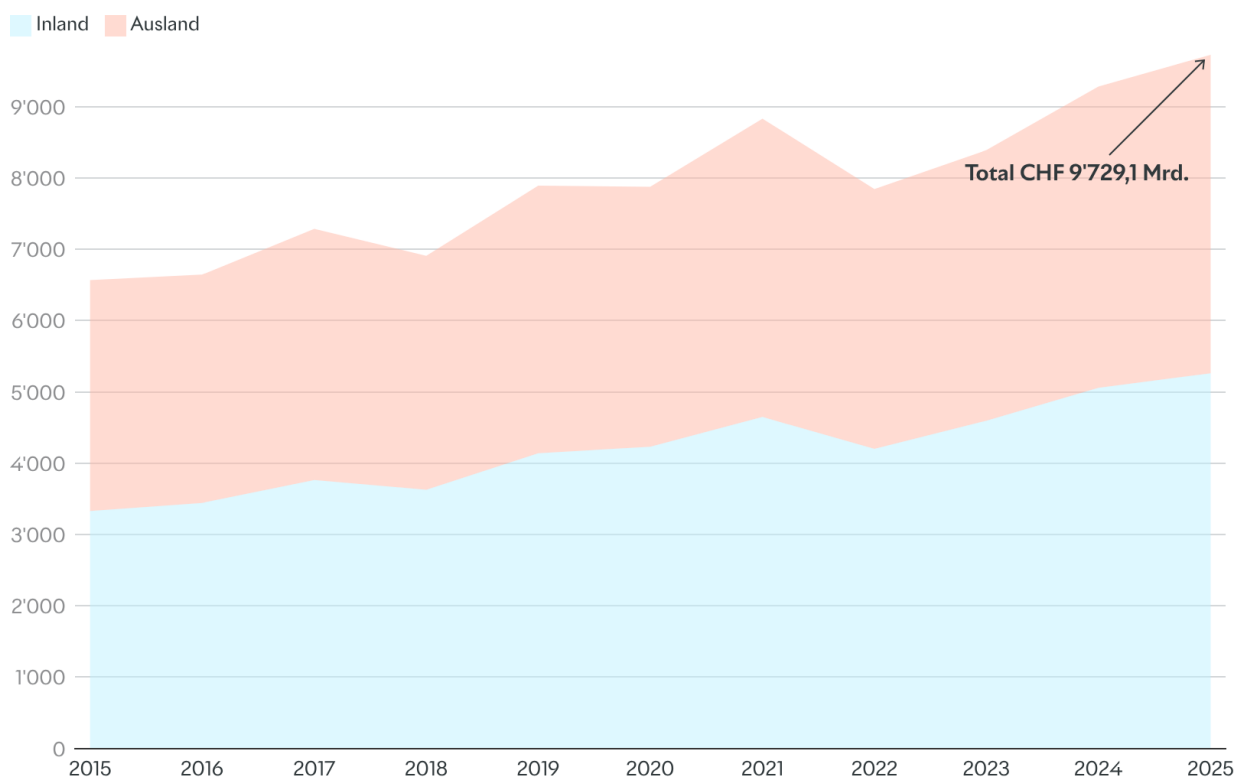
Actifs sous gestion en Suisse et à l'étranger

En 2025, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse se sont inscrits en hausse, à CHF 9 729,1 milliards (+4,8 %). Cette hausse concerne tant les actifs de la clientèle suisse que ceux de la clientèle étrangère. Elle provient intégralement de l'augmentation des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s.

Graphique 18

Actifs sous gestion en Suisse selon la provenance des client·e·s

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Les actifs sous gestion se composent des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s (CHF 8 585,7 milliards), des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (CHF 931,9 milliards) ainsi que des engagements fiduciaires (CHF 211,5 milliards). En 2025, portés notamment par une évolution favorable des marchés d'actions, les portefeuilles de titres ont augmenté de CHF 585,5 milliards par rapport à 2024. Le Swiss Market Index (SMI) a progressé de 14,1 %, une évolution sans commune mesure avec le recul de 17 % enregistré en 2022 et la croissance relativement modérée d'environ 4 % observée en 2023 et 2024. A l'inverse des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s, les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue et les engagements fiduciaires se sont inscrits en

baisse (respectivement -11,1 % et -10,2 %), sans doute en raison d'arbitrages en faveur d'autres formes de placement. La baisse des taux d'intérêt a fait perdre de leur attrait notamment aux placements fiduciaires, alors que les portefeuilles de titres continuaient de gonfler. L'augmentation des actifs sous gestion est donc due entièrement à celle des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s. Ces derniers constituent de loin la majeure partie des actifs sous gestion, à environ 88 %.

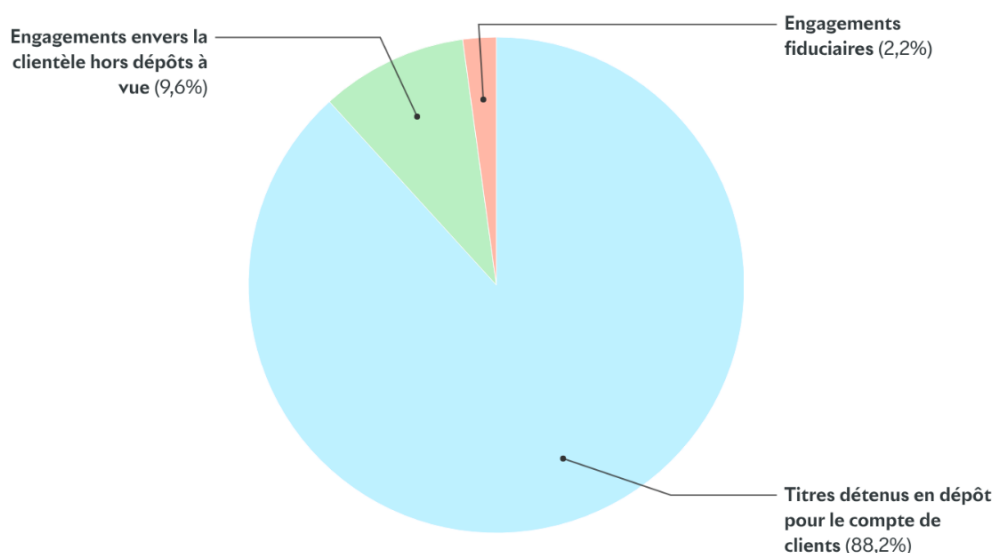
Evolution des actifs sous gestion au fil du temps

Considérés sur une longue période, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont enregistré une solide progression. Certes, après la crise financière et économique de 2008, leur recul a été spectaculaire. Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s, en particulier, ont subi de lourdes pertes en raison de la forte baisse des cours de Bourse. Mais à partir de 2015, où ils s'établissaient à CHF 6 568,4 milliards, les actifs sous gestion ont progressivement repris des couleurs pour atteindre CHF 8 833,2 milliards en 2021, avant d'être ramenés à CHF 7 846,8 milliards en 2022 sous l'effet d'une évolution boursière défavorable. Depuis 2023, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont retrouvé une trajectoire ascendante. En 2023 et 2024, cette évolution a été impulsée, d'une part, par le redressement des marchés d'actions et, d'autre part, par le regain d'attractivité des actions dans un contexte de taux d'intérêt haussiers. Les actifs sous gestion ont ainsi dépassé dès 2024 leur plus haut de 2021, à CHF 9 284,0 milliards. En 2025, les obligations sont restées au même niveau que précédemment, tandis que les portefeuilles de titres bénéficiaient à nouveau du net redressement des marchés d'actions. Les actifs sous gestion ont ainsi poursuivi leur croissance et atteint un niveau record, à CHF 9 729,1 milliards.

Par ailleurs, sur les dix dernières années, on observe un déclin de la part de la clientèle étrangère dans les actifs sous gestion. Entre 2015 et 2025, celle-ci est passée de 49,3 % à 45,9 %. Il y a à cela plusieurs facteurs explicatifs, dont l'effet monétaire. La clientèle étrangère détient une part d'actifs libellés en euros et en dollars américains nettement plus importante que celle de la clientèle suisse. Or les parts dans les actifs sous gestion sont calculées en francs suisses, de sorte que si le franc suisse s'apprécie, la part de la clientèle étrangère baisse par rapport à celle de la clientèle suisse. Malgré ce déclin relatif, en chiffres absolus, les actifs sous gestion de la clientèle étrangère ont augmenté de CHF 1 228,4 milliards (+37,9 %) entre 2015 et 2025. En 2025, ils ont davantage augmenté que les actifs sous gestion de la clientèle suisse, tant en chiffres absolus (respectivement +CHF 241,7 milliards et +CHF 203,4 milliards) qu'en chiffres relatifs (respectivement +5,7 % et +4,0 %). Cela montre que dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et de vigueur du franc suisse, les banques suisses continuent d'inspirer confiance à la clientèle étrangère.

Graphique 19

Composition des actifs sous gestion, fin 2025



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Par ailleurs, avec 2 357,86 milliards de francs suisses d'actifs sous gestion, la Suisse figurait également parmi les principaux centres mondiaux de gestion de fortune transfrontalière pour la clientèle privée en 2025 (hors effets de change).

Portefeuilles de titres

Les portefeuilles de titres constituent la majeure partie des actifs sous gestion. Malgré la politique monétaire toujours restrictive de la banque centrale américaine et en dépit des incertitudes géopolitiques, on a assisté en 2025 à une forte hausse des cours de Bourse. Les investisseuses et les investisseurs en ont profité pour étoffer leurs portefeuilles d'actions, d'où une augmentation de 7,3 % des portefeuilles de titres.

Si les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s ont augmenté de 7,3 % en 2025, c'est avant tout grâce à l'évolution favorable des marchés d'actions. On distingue quatre types de portefeuilles de titres: «Actions», «Parts de placements collectifs», «Obligations» et «Autres». Au vu du recul de l'inflation, diverses banques centrales avaient commencé en 2024 à abaisser leurs taux directeurs. Elles les ont maintenus à un faible niveau ou les ont encore abaissés en 2025. Les incertitudes géopolitiques perdurent. Entre le début et la fin de l'année 2025, le SMI a gagné 1 643 points (+14,1 %). Sa progression s'est ainsi sensiblement rapprochée de celle d'indices technologiques comme le NASDAQ 100. Ce dernier a affiché en 2025 une hausse de 21,4 %, un peu supérieure à celle du SMI mais nettement en-deçà du record de 53,8 % enregistré en 2023. Les innovations technologiques, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle, restent un moteur de cette évolution.

La hausse des cours de Bourse s'est clairement répercutée sur les portefeuilles de type «Actions», qui ont augmenté de 11,1 % en 2025 pour s'établir à CHF 3 363,4 milliards. Ils ont ainsi frôlé le niveau record de 2021 (CHF 3 375,7 milliards) sans pour autant parvenir à le dépasser. Comme en 2024, les portefeuilles de type «Parts de placements collectifs» ont progressé, mais à un rythme légèrement moins soutenu (+7,2 %, soit +CHF 221,3 milliards). Ils n'en ont pas moins conservé un niveau inégalé depuis au moins dix ans. Dans un contexte d'incertitudes accrues et de taux bas, les placements tels que les fonds d'investissement restent très prisés, dans la mesure où ils permettent de diversifier les portefeuilles tout en étant plus attrayants que les placements à intérêts. A l'encontre de cette tendance haussière, les obligations ont enregistré en 2025 un léger recul de CHF 11,2 milliards (-0,8 %).

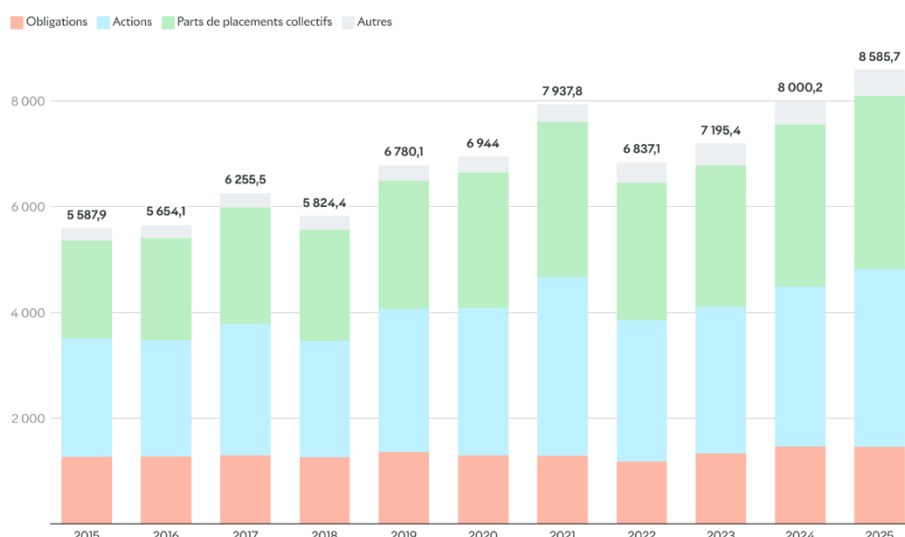
Si l'on considère la dernière décennie, il apparaît que les portefeuilles de type «Actions» ont joué un rôle moteur dans l'évolution des portefeuilles de titres. Entre 2015 et 2025, ils ont augmenté de 50,3 %, contre seulement 14,3 % pour les portefeuilles de type «Obligations». En 2025, les actions sont redevenues la composante majeure des portefeuilles de titres, à 39,2 %, suivies de près par les parts de placements collectifs, à 38,2 %. Ce type de répartition a été fréquemment observé au cours des dix dernières années.

Dans le courant de l'année 2025, le franc suisse s'est apprécié tant par rapport à l'euro (+0,9 %) que par rapport au dollar américain (+12,3 %). Sans doute cette évolution s'explique-t-elle par la demande accrue de francs suisses, considérés comme une valeur refuge dans un contexte géopolitique et économique instable, ainsi que par la faiblesse concomitante du dollar.

Graphique 20

Portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e-s par types

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

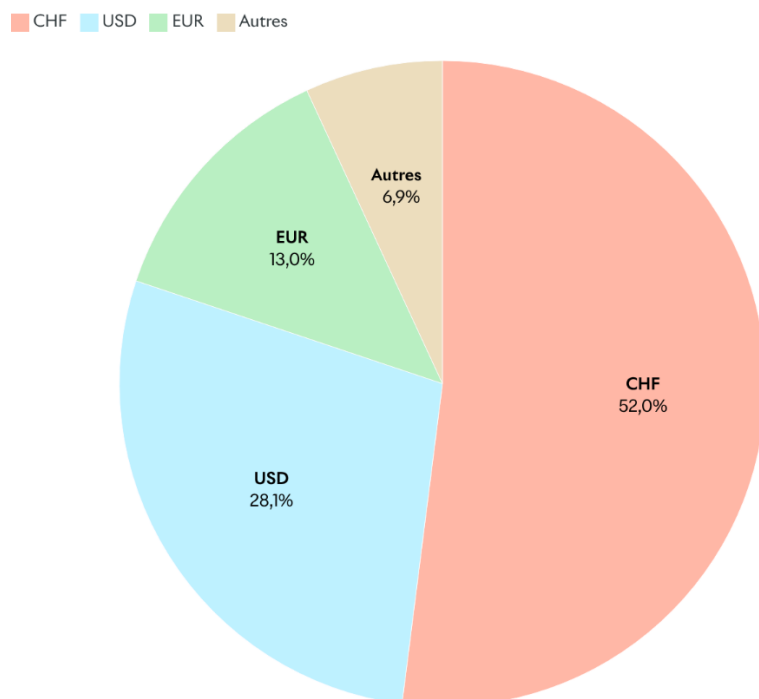
Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies

En 2025, la part du dollar américain dans les portefeuilles en dépôt a légèrement diminué au profit du franc suisse, tandis que les parts de l'euro et des autres monnaies sont restées plutôt stables. A la fin de l'année, plus de la moitié des portefeuilles en dépôt étaient libellés en francs suisses. Un bon quart d'entre eux étaient libellés en dollars américains, tandis que l'euro et les autres monnaies se partageaient la part restante, soit environ 20 %.

En 2025, la part du franc suisse dans les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s a augmenté d'environ 1,2 point de pourcentage pour s'établir à 52,0 %. Le franc suisse est donc resté la principale monnaie de placement. La part du dollar américain a diminué dans les mêmes proportions pour s'établir à 28,1 %, en raison notamment de l'appréciation du franc suisse par rapport au dollar. Quant aux autres monnaies, leurs parts respectives n'ont que faiblement varié: par rapport à 2024, celle de l'euro s'est accrue de 0,3 point de pourcentage, celle des autres monnaies de 0,2 point de pourcentage seulement. Si environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés en francs suisses étaient suisses en 2025, la situation était inversée pour le dollar américain et l'euro: environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés dans ces monnaies étaient étrangers.

Graphique 21

Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies, fin 2025



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

4.2 Nouveau pic pour les actifs sous gestion au premier semestre 2026

Sur les premiers mois de l'année 2026, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont encore augmenté de 4,0 %, ce qui leur a permis de battre le record établi en 2025. Le moteur principal de cette évolution favorable a été l'augmentation des portefeuilles de titres.

Sur les premiers mois de l'année 2026, les actifs sous gestion ont affiché une hausse sensible de 4,0 %, à CHF 10 119,5 milliards. Ils ont ainsi dépassé leur niveau record de fin 2025. Cette hausse se répartit équitablement entre les clientes et les clients domiciliés en Suisse et celles et ceux domiciliés à l'étranger, puisque les actifs sous gestion ont progressé de 4,0 % chez les uns comme chez les autres.

Cette évolution positive s'explique par l'augmentation des portefeuilles de titres et des engagements fiduciaires. En termes de contribution à la croissance absolue, les portefeuilles de titres se sont inscrits largement en tête, dans la mesure où ils représentent la majeure partie des actifs sous gestion. En hausse de 4,7 %, à CHF 8 964,6 milliards, ils ont dépassé leur niveau record de fin 2025 – en lien principalement avec l'évolution favorable des marchés d'actions.

Les engagements fiduciaires ont suivi la même trajectoire haussière. Ils ont augmenté de 7,1 % pour s'établir à CHF 227,9 milliards mais, après la forte baisse enregistrée en 2025, ils sont restés légèrement en-deçà de leur niveau record de 2024. Cette évolution a été portée surtout par les engagements envers la clientèle à l'étranger, qui ont augmenté de 8,7 %. Les engagements envers la clientèle en Suisse se sont contentés quant à eux d'une hausse de 1,0 %.

S'agissant en revanche des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue, ils se sont inscrits en baisse de 2,9 %, en raison notamment d'une baisse de 11,8 % de ces engagements envers la clientèle à l'étranger. Envers la clientèle en Suisse, ils sont restés quasiment stables (+0,2 %).

5. Emploi bancaire en Suisse

Fin 2025, les banques employaient en Suisse 92 002 personnes (en équivalents plein temps), soit 2 345 de moins qu'à fin 2024. Le taux de chômage dans le secteur financier s'établissait à 3,3 % – un peu au-dessus du taux de chômage moyen dans l'économie globale et en légère hausse par rapport à 2024.

5.1 Evolutions en 2025

En 2025, les effectifs ont baissé de 2,5 % dans le secteur bancaire pour s'établir en fin d'année à 92 002 personnes. Le taux de chômage se situait très légèrement au-dessus de la moyenne suisse, à 3,3 %.

Fin 2025, les banques employaient en Suisse 92 002 personnes (en équivalents plein temps), ce qui représente 2 345 postes de moins (-2,5 %) sur une année. La tendance haussière observée pendant cinq ans sur le front de l'emploi s'est donc inversée en 2025. En décembre 2025, selon le [Secrétariat d'Etat à l'économie \(SECO\)](#), le taux de chômage dans le secteur bancaire suisse était en moyenne de 3,3 % et se situait

ainsi légèrement au-dessus du niveau observé dans l'économie globale. Fin 2025, on comptait 4 160 chômeuses et chômeurs inscrits relevant du secteur bancaire, soit 660 de plus qu'une année auparavant.

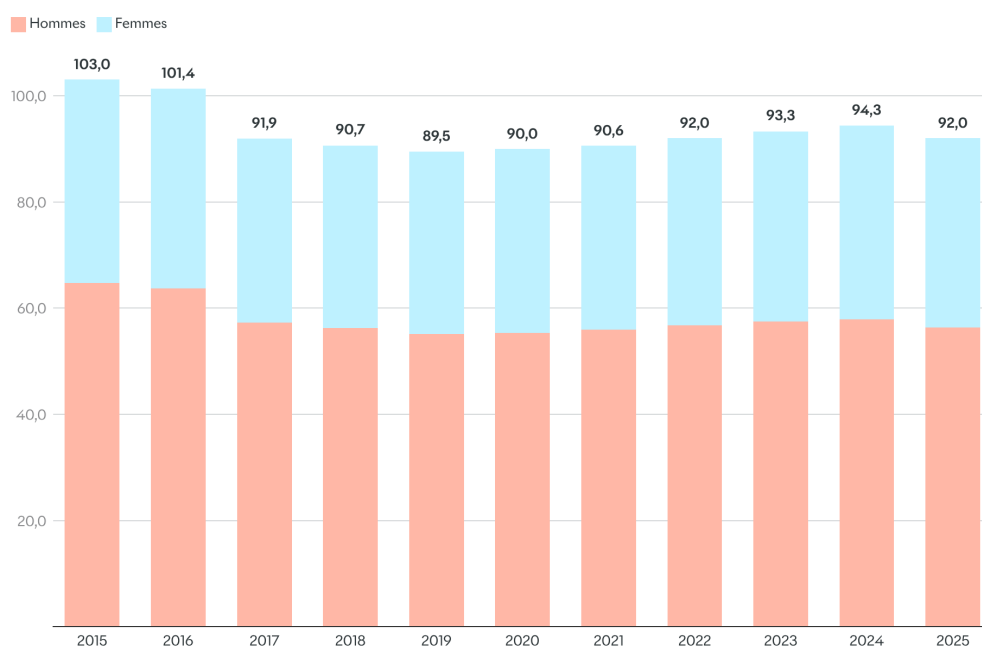
Les 2 345 suppressions de postes sont toutes intervenues dans les grandes banques, les autres groupes de banques ayant créé des postes. Cela confirme les prévisions prudemment optimistes qui ressortaient de l'enquête de l'ASB sur l'emploi dans les banques en Suisse réalisée en 2024. Environ 60 % des banques interrogées tablaient en effet pour elles-mêmes sur des effectifs stables et environ un tiers sur des effectifs en hausse. Malgré la baisse des effectifs et comme en 2024, les charges de personnel ont légèrement augmenté (+CHF 192,0 millions). Cette évolution serait due notamment aux indemnités de départ versées dans le cadre de mesures de restructuration, ainsi qu'à l'augmentation des rémunérations variables consécutive à la bonne performance de l'exercice.

En ce qui concerne la répartition selon le genre au sein du personnel bancaire, la part des femmes est restée stable par rapport à 2024 et s'établissait en 2025 à 38,7 % (35 612 équivalents plein temps). Par rapport à 2024, 770 postes occupés par des femmes ont été supprimés, contre 1 575 postes occupés par des hommes. Sur la dernière décennie, à effectifs constants, la part des femmes s'est légèrement accrue.

Graphique 22

Effectifs des banques en Suisse

En milliers d'équivalents plein temps



Nota concernant l'année 2017: effet exceptionnel résultant d'un transfert de personnel effectué par une grande banque vers une société de services intragroupe.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

5.2 Léger recul de l'emploi bancaire au premier semestre 2026

Les effectifs des banques suisses ont reculé de 1,4 % sur le territoire national et de 3,7 % à l'étranger. Leur baisse globale de 2,4 % est donc due principalement à l'évolution des effectifs à l'étranger. Les prévisions d'ici la fin de l'année sont modérément optimistes.

L'emploi dans les banques en Suisse a légèrement baissé au premier semestre 2026. Selon l'enquête annuelle réalisée par l'ASB sur l'emploi bancaire, les effectifs en Suisse se sont réduits de 1,4 % sur cette période, ce qui représente 1 216 postes en équivalents plein temps. A l'étranger, les mouvements ont été plus marqués: on a compté 2 714 entrées pour 5 477 sorties (en équivalents plein temps), de sorte que les effectifs ont baissé de 3,7 %. La réduction du personnel des banques suisses à l'étranger, que l'on observe depuis plusieurs années, s'est donc poursuivie.

Graphique 23

Evolution du total des effectifs en Suisse et à l'étranger

En équivalents plein temps	Evolution au premier semestre 2026			
	Variation nette	Variation en %	Entrées	Sorties
Suisse	-1 216	-1,4%	2 635	-3 851
Etranger	-2 763	-3,7%	2 714	-5 477

Nota: nombre de réponses: 84; nombre de banques interrogées: 195. Les effectifs tels qu'ils ressortent de l'enquête de l'ASB diffèrent de ceux figurant dans les statistiques de la BNS. Cet écart s'explique notamment par le taux de réponse à l'enquête de l'ASB. Les 84 réponses reçues émanent d'établissements représentant 94 % du total des bilans de toutes les banques en Suisse.

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2026)

Perspectives modérément optimistes d'ici la fin de l'année

Dans le cadre de l'enquête de l'ASB, 82 % des personnes participantes se sont prononcées sur l'évolution de l'emploi bancaire d'ici la fin de l'année. Près de 60 % d'entre elles tablent sur des effectifs stables, environ un tiers sur des effectifs en hausse et 7 % seulement sur des effectifs en baisse. Les prévisions sont donc très légèrement plus prudentes qu'il y a un an. La part des banques prévoyant une évolution défavorable de l'emploi a certes légèrement augmenté, mais elle reste faible comparé au niveau observé dans la dernière décennie – en particulier entre 2016 et 2021, où elle était nettement supérieure. Globalement, les perspectives sont donc neutres à positives en comparaison pluriannuelle: environ 93 % des banques interrogées tablent sur une évolution stable ou haussière de l'emploi d'ici la fin de l'année. La part des banques anticipant une augmentation des effectifs reste élevée elle aussi, même si les prévisions étaient un peu plus optimistes entre 2022 et 2025.

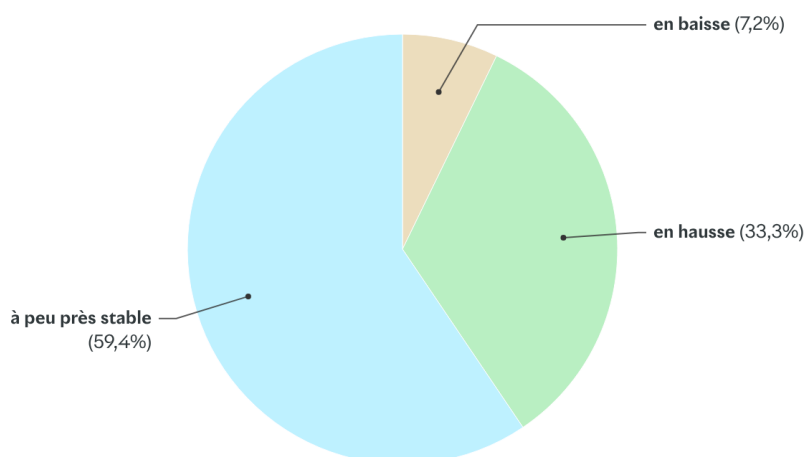
L'[indice du marché de l'emploi dans le secteur bancaire](#) révèle même des perspectives légèrement plus favorables que ne le fait l'enquête de l'ASB. Entre le premier et le deuxième trimestre 2026, le nombre des postes vacants a sensiblement augmenté, tandis que l'emploi et le nombre des personnes inscrites au chômage sont restés globalement stables. L'indicateur des prévisions d'emploi considéré dans l'indice était positif sur ces deux trimestres, quoiqu'en légère baisse au deuxième. Les banques prévoyant des

suppressions de postes au troisième trimestre 2026 étaient donc à nouveau majoritaires, après avoir été minoritaires temporairement et pour la première fois depuis près de quatre ans en 2025. La part des banques disant avoir du mal à recruter en raison de la pénurie de main d'œuvre a légèrement augmenté au deuxième trimestre pour s'établir à 30 %, contre 27,5 % au premier trimestre.

Graphique 24

Evolution de l'emploi attendue au second semestre 2026

Parts en % de toutes les réponses



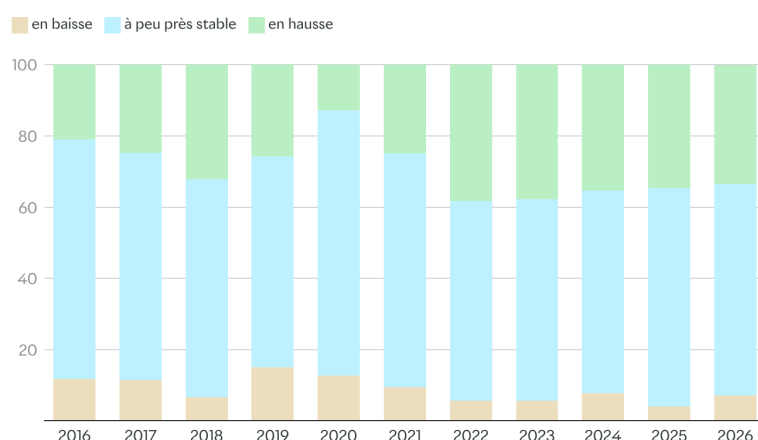
Nota: nombre de réponses: 69; nombre de banques interrogées: 195.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2026)

Graphique 25

Résultats de l'enquête concernant les prévisions d'emploi pour le second semestre 2026

En % de toutes les réponses



Nota: nombre de réponses: 69; nombre de banques interrogées: 195. Le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2026)

Pas d'évolutions significatives de l'emploi en vue dans les différents domaines d'activité

Au-delà de la tendance générale, les banques ont été interrogées aussi sur leurs prévisions quant à l'évolution de l'emploi dans les différents domaines d'activité. Il résulte de leurs réponses que dans tous les domaines (Retail Banking, Wealth Management, Asset Management institutionnel, Opérations de négoce et Logistique), elles prévoient majoritairement une évolution stable de l'emploi et des effectifs inchangés. Aucun recul n'est envisagé dans aucun domaine.

Dans l'ensemble, comme en 2025, les prévisions se révèlent prudemment optimistes. L'enquête montre que les banques, tous domaines d'activité confondus, tablent globalement sur une évolution stable ou positive de l'emploi.

Graphique 26

Tendances de l'emploi au second semestre 2026



Nota: nombre de réponses: 69; nombre de banques interrogées: 195.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2026)

Hausse du taux de chômage dans le secteur bancaire au premier semestre 2026

En [décembre 2025](#), selon le SECO, le taux de chômage dans le secteur bancaire s'établissait à 3,3 %, soit légèrement au-dessus de la moyenne de toutes les branches (3,1 %). Il a continué d'augmenter légèrement sur les premiers mois de l'année 2026 ([juin 2026](#): 3,5 %), évoluant ainsi à contre-courant par rapport au taux de chômage à l'échelon national (juin 2026: 2,9 %). L'indice du marché de l'emploi dans le secteur bancaire confirme cet écart entre le secteur bancaire et l'économie globale.

La pénurie de main d'œuvre reste toutefois légèrement plus forte dans le secteur bancaire que dans l'économie globale. Selon la [statistique de l'emploi \(STATEM\) de l'Office fédéral de la statistique \(OFS\)](#), au premier trimestre 2026, on comptait 4 700 postes vacants dans l'ensemble du secteur financier (activités financières et d'assurance). Cela représente 1,8 % de l'ensemble des postes pourvus et vacants, contre 1,7 % dans l'économie globale.

Bibliographie

Association suisse des banquiers (ASB)

«Swiss Banking Outlook 2026», août 2026

«[Position de l'Association suisse des banquiers \(ASB\) relative à la modification de la loi sur les banques et de l'ordonnance sur les fonds propres](#)», communiqué de presse, 12 janvier 2026

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)

«[Monitoring des risques](#)», 17 novembre 2025.

Bank of England

«[Policy statement 1/26](#)», 20 janvier 2026

Banque centrale européenne (BCE)

«Décisions de politique monétaire», [11 juin 2026](#)

Banque nationale suisse (BNS)

«Portail de données de la Banque nationale suisse», juillet 2026

«Examen de la situation économique et monétaire», [19 juin 2025](#), [25 septembre 2025](#), [11 décembre 2025](#), [19 mars 2026](#), [18 juin 2026](#)

«[Examen de mars 2026 de la situation économique et monétaire: synthèse des discussions](#)», communiqué de presse, 19 mars 2026

«[Rapport sur la stabilité financière 2026](#)», juillet 2026 (en anglais, avec un résumé en français)

BSS Volkswirtschaftliche Beratung

«Arbeitsmarkindex für die Bankbranche, Quartalsbericht Q2-2026», juillet 2026
(en allemand uniquement)

Comité de Bâle sur le contrôle bancaire

«[Governors and Heads of Supervision welcome progress to implement Basel III and discuss elements of the Basel Committee's work programme](#)», communiqué de presse, 9 mars 2026

Commission européenne

«[Commission proposes to postpone by one additional year the market risk prudential requirements under Basel III](#)», 12 juin 2025

Conseil de stabilité financière (CSF)

«[Report on Vulnerabilities in Private Credit](#)», 6 mai 2026

Département fédéral des finances (DFF)

«[Too Big To Fail](#)», communiqué de presse, 22 avril 2026

• Swiss Banking

Federal Reserve (Fed)

«FOMC Statement», [17 septembre 2025](#), [29 octobre 2025](#), [10 décembre 2025](#), [29 avril 2026](#)

«[Agencies request comment on proposals to modernize the regulatory capital framework and maintain the strength of the banking system](#)», communiqué de presse du Board of Governors de la Fed, 19 mars 2026

Fonds monétaire international (FMI)

«[Rapport sur la stabilité financière dans le monde](#)», 14 avril 2026

Office fédéral de la statistique (OFS)

«Statistique de l'emploi (STATEM)», juillet 2026

«Indice suisse des prix à la consommation», juillet 2026

«[Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en avril](#)», communiqué de presse, 5 mai 2026

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

«Tendances conjoncturelles. [Printemps 2026](#)», 18 mars 2026

«Tendances conjoncturelles. [Eté 2026](#)», 18 juin 2026